

L'AU-DELÀ DE LA GUERRE FROIDE

LES NOUVEAUX DÉFIS DE RÉSISTANCE POUR L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE NATIONAL : LE CONGO ORIENTAL EN VEDETTE

« Retirez vos mains de la RDC. Retirez vos mains de l'Afrique. Cessez d'étouffer l'Afrique. Elle n'est pas une mine à exploiter. Ni une terre à dévaliser ! »

(Pape François)

**Isidore NDAYWEL
È NZIEM,**
Professeur émérite
de l'Université de
Kinshasa.
Membre de l'Académie
Congolaise des
Sciences et de
l'Académie Africaine
des Sciences
Religieuses, Politiques
et Sociales ;
Membre
Correspondant
honoraire de
l'Académie Royale
des Sciences d'Outre-
Mer de Belgique.
isidorendaywel@
yahoo.fr

La célèbre journaliste belge, Colette Braeckman, ne s'était guère trompée en tenant ce propos : « Une des caractéristiques de l'histoire du Congo, c'est qu'elle peut alimenter des indignations infinies. À chaque tournant, on se dit que le pire est passé, que le colonisateur belge fera mieux que Léopold II, que l'indépendance allègera le joug colonial, que Kabila le tombeur de Mobutu mettra fin aux exactions et que le fils Kabila fera mieux que son père. Hélas, les pillages se succèdent, se superposent et ne s'annulent jamais »¹

L'État congolais n'a donc cessé de continuer à se fragiliser, menaçant l'intégrité de son territoire².

Mots pour maux

Le 20 novembre 2012, une rébellion dénommée le *Mouvement du 23 avril* (M23), une excroissance du *Congrès National pour la Défense du Peuple* (CNDP), prit possession de la ville de Goma, rééditant l'exploit de son ancêtre, le *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* (RCD), qui avait fait de cette ville frontalière du Rwanda, sa capitale, entre 1998 et 2002. Le M23 tentera de reprendre la même initiative, à partir de juin 2023, en s'emparant de la ville frontalière de Bunagana.

1 C. BRAECKMAN, *Vers la seconde indépendance du Congo*, Bruxelles, Le Cri, 2009, p. 16.

2 Cette étude fait suite à mon exposé précédant sur la situation qui avait prévalu à l'ère coloniale et celle de la Guerre froide (« La longue marche de résistance pour l'intégrité du Congo, de la période leopoldienne à la fin de la Guerre froide », in *Congo-Afrique* (octobre 2023), n°587, pp. 875-899.

Déjà, dans cette première offensive, les preuves de l'implication du Rwanda étaient plus qu'évidentes. Les Experts des Nations-Unies en avaient épinglé plusieurs, notamment l'assistance à la création du mouvement ; le recrutement préalable dans ce pays des jeunes Rwandais, des réfugiés congolais et d'anciens combattants démobilisés ; la fourniture d'armes et de munitions ; la facilitation du transport de ce matériel militaire et des troupes ; l'organisation des complicités congolaises, politiques et financières ; l'appui à plusieurs groupes armés et l'incitation à des révoltes au sein des *Forces Armées de la République démocratique du Congo* (FARDC) et, finalement, les interventions directes des Forces de Défense Rwandaise (*Rwandan Defense Forces*, RDF)³ anciennement appelées FPR (*Forces patriotiques rwandaises*). D'ailleurs, après la défaite de cette rébellion, en novembre 2013, on découvrira un important stock d'armes et de munitions dans les caves et autres caches d'armes sur le flanc des montagnes, à la frontière entre la RD Congo, le Rwanda et l'Ouganda. Les preuves de prévision d'une longue guerre, dépassant une offensive de circonstance, étaient plus que visibles⁴.

Que dissimulait cette rébellion ? La nécessité de soutenir l'existence d'une zone tampon pour des raisons sécuritaires afin de prévenir les attaques éventuelles des Hutu des *Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda* (FDLR) ? Ces explications de façade sont peu convaincantes, après la quasi mise sous tutelle de la RD Congo par le Rwanda depuis 1997 et les facilités nombreuses que le gouvernement rwandais s'était octroyées lui-même pour entrer sur le territoire congolais, depuis 1996, pour anéantir ces « forces négatives ». Il faut apparemment chercher ailleurs les motivations profondes de ce comportement belliqueux qui semble répondre à un plan stratégique, par l'accumulation ordonnée de brutalités, de violences et de pillages.

Les confidences de certains patrons du Renseignement du Rwanda et de l'Ouganda ont fini par révéler le véritable objectif de ces hostilités récurrentes. C'est l'ancien Chef de l'équipe des Experts des Nations-Unies, Monsieur Mahmoud Kassem, qui a fait écho de ces confidences⁵ après les

3 Conseil de Sécurité, *Additif au Rapport d'étape du Groupe d'Experts sur la République Démocratique du Congo* (S/2012/348) concernant les violations par le Gouvernement rwandais de l'embargo sur les armes et du régime des sanctions, 27 juin 2012.

4 R. MINANI BIHUZO, *Les défis de la construction de la paix en RDC et l'engagement de l'Église*, Kinshasa, CEPAS, 2021, pp. 139-148.

5 Le document confidentiel de Monsieur Mahmoud Kassem, président du Panel des Experts des Nations-Unies, précise : « J'ai l'honneur de soumettre, à titre confidentiel, le texte détaillé de la section V du rapport final du Groupe. Cette section contient des informations très sensibles sur les acteurs impliqués dans l'exploitation des ressources naturelles de la RDC, leur rôle dans la perpétuation du conflit ainsi que des détails sur le lien entre l'exploitation illégale et le commerce illicite des armes légères. Je vous serais reconnaissant de soumettre le texte de la section ci-jointe au président du Conseil de sécurité. Je vous prie également de bien vouloir garder cette section confidentielle et de ne pas la diffuser au-delà des membres du Conseil de sécurité » (Nations-Unies, Groupe d'Experts sur l'exploitation illégale des sources naturelles de la RDC, octobre 2002).

avoir recueillies : « *Un haut officier de renseignement du gouvernement rwandais, reflétant la pensée de plusieurs de ses collègues, a affirmé que parce que le Congo était trop grand pour être dirigé à partir de Kinshasa, le Rwanda devait soutenir l'émergence d'un État fédéral pour l'Est du Congo. Goma devrait être liée à Kinshasa, de la même manière que Juba était liée à Khartoum avant l'indépendance du Soudan du Sud* »⁶.

Le secret était ainsi dévoilé. Il confirmait les propos tenus le 10 octobre 1996 à Cyangugu par le président Pasteur Bizimungu, le successeur de Juvénal Habyarimana, qui, en son temps, avait été pris à la légère. À l'appui d'une carte géographique, il avait déclaré : « *Je voudrais dire aux Banyamulenge qu'ils doivent faire la leçon à ceux-là qui les pourchassent (...) Si le pari est de chasser ceux-là qui ont vécu dans le pays depuis plus de 400 ans, ils doivent rester là-bas pour corriger et donner la leçon de savoir-vivre à ceux-là qui veulent les chasser (...) Je voudrais dire à tous les Rwandais éparpillés ici et là à l'étranger qu'avant l'arrivée des Blancs, le Rwanda avait à peu près six cents ans (?) d'existence (...) Même dans la région appelée Bushugi considérée aujourd'hui comme berceau des Banyamulenge, tous les habitants de ces contrées étaient des Rwandais. Même Kayenzi et autres, situées actuellement au Zaïre, faisaient partie du Rwanda. Si nos combattants sont actuellement au Zaïre, ils y sont donc chez eux.* »⁷

À son tour, Paul Kagame, successeur de Pasteur Bizimungu et son ancien vice-président, a donné récemment (avril 2023), lors de sa visite à Cotonou, une interprétation similaire de l'histoire à l'appui de ses revendications territoriales au Congo : « *Les frontières qui ont été tracées à l'époque coloniale ont divisé nos pays ; une grande partie du Rwanda a été laissée à l'extérieur, dans l'est du Congo, dans le sud-ouest de l'Ouganda, etc. ; vous avez des populations dans ces autres pays qui sont d'origine rwandaise. Mais ce ne sont pas des Rwandais, ce sont des citoyens de ces pays qui ont absorbé ces parties du Rwanda à l'époque coloniale ; c'est donc un fait. C'est un fait historique... Et, ces personnes ont été privées de leurs droits* »⁸.

Ce propos tenu de manière insistante, depuis l'offensive de l'AFDL jusqu'à celle du M23, est révélateur de l'ambition expansionniste tendant à matérialiser sur terrain le produit d'un imaginaire qui hante les Rwandais depuis des lustres⁹, dans l'objectif de désamorcer la « bombe démographique » qui pèse si lourdement sur ce pays. Dans l'immédiat, il justifie l'acharnement sur Goma, promise comme capitale du nouvel État,

6 HEGE STEVE, *The Devastating Crisis in Eastern Congo*, House Committee on Foreign Affairs Subcommittee on Africa, Global Health and Human Rights, 11 Décembre 2012.

7 Discours du Pasteur Bizimungu, Président de la République rwandaise, du 10 octobre 1996 (traduit du kinyarwanda), Archive de l'Institut Africain CEDAF (III-2985) ; publié aussi dans le journal kinois *Demain le Congo*, n°244, 1997, p. 7.

8 Cf. G. MATHYS, « Lines through the lake : Why the Congo-Rwanda border can't be redrawn » (<https://africarguments.org:2023/05> (2 mai 2023)).

9 I. NDAYWEL È NZIEM, « Les vérités difficiles de l'histoire contemporaine des Grands Lacs », in *Afrique Contemporaine*, n°273, 2022, 1, pp. 9-28.

et qui se trouve être la ville choisie naguère comme capitale du RCD (1998-2002), avant d'être conquise à nouveau par le M23 (20 novembre 2010).

Dans cette perspective, l'Ouganda ne pouvait se permettre de rester en retrait. Son président avait exprimé son ambition quelques années plus tôt, en 2004, à Dakar, à la *Première Conférence des Intellectuels Africains et de la Diaspora* où il avait été invité en tant que grand leader panafricain. « *S'il y a un problème en Afrique, c'est le trou noir* (entendez : la RDC) *qui se trouve au centre de l'Afrique et qui l'empêche d'aller de l'avant !* », avait-il déclaré. Le « Bismarck africain », comme le qualifie Pierre Péan, s'était affublé de l'ambition de réunir autour de l'Ouganda, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi et le Zaïre, en tant qu'États fédérés au sein d'une même Nation. C'était, pour lui, une obligation : « *Ou nous devenons une seule Nation ou nous périrons !* »¹⁰. En décrétant que le Zaïre/Congo faisait partie de l'Afrique orientale, le président ougandais faisait preuve de cécité sur le plan géographique. Son erreur est à la base de tous les montages géostratégiques sur les guerres de conquête à partir de la région des Grands Lacs !

Comment en est-on arrivé à une telle situation ? Pour comprendre la mutation intervenue, il convient de reculer de deux décennies, pour lire cette histoire à partir de son commencement.

Dans la nouvelle conjoncture internationale

Après l'ère coloniale et celle de la guerre froide, s'était ouverte une conjoncture nouvelle à la fois sur le champ géopolitique et économique. L'événement symbolique fut la chute du mur de Berlin en novembre 1989 consacrant la réunification des Allemagnes (fédérale et démocratique) sous l'obédience américaine. Puisque l'événement marquait la chute des régimes communistes et qu'il entraîna l'écatement de *l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques* (URSS), il mit fin à la grande division qui existait entre, d'une part, les USA et ses alliés occidentaux et, d'autre part, l'URSS et ses partenaires, pays membre du Pacte de Varsovie. L'empire américain pouvait désormais déployer sans limites ses ambitions jusqu'à prétendre couvrir l'ensemble du monde. Ses partenaires, il pouvait désormais les recruter même dans l'ancien camp ennemi et, de là, réorganiser le monde international sur base d'autres critères, comme celui de la démocratie et du respect des Droits de l'homme. Dans cet univers devenu unipolaire, les anciens intermédiaires de l'impérialisme américain perdirent du coup leur posture de privilégiés, puisqu'ils étaient devenus des éléments gênants. Telle fut la situation du Maréchal Mobutu et de son pays, le Zaïre.

Sur le plan économique, la mondialisation définie comme « l'intégration croissante des économies et des sociétés du monde », s'était mise à agir

10 P. PEAN, *Noires fureurs, blancs menteurs*, Paris, Mille et une nuits, 2005, p. 220.

sans tabou. Les frontières n'avaient désormais plus un caractère inviolable. L'autorité des États n'était plus souveraine. Le Droit international lui-même était sujet à distorsions. Le monde entier est ainsi devenu un champ d'action pour les sociétés commerciales multinationales à la recherche des profits.

Du coup, le Congo devint à nouveau une cible privilégiée. La plupart de ses gisements miniers sont encore vierges : diamants, cuivre, étain, charbon, fer, manganèse mais aussi et surtout, niobium, colombotantalite, cobalt, lithium, uranium, germanium, gaz méthane, pétrole. Il y avait de quoi susciter toutes les convoitises possibles. La révolution de la téléphonie cellulaire et celle de la maîtrise de la fabrication des véhicules électriques y trouvèrent leur champ privilégié. Ces innovations technologiques imposèrent des perspectives de révision de la hiérarchisation des matières stratégiques. Puisque les guerres s'étaient éloignées, le cuivre et l'étain devenaient des produits secondaires, même si la distribution de l'uranium demeurait sous surveillance pour éviter la mainmise des pays dits terroristes. C'est l'exploitation du coltan, du lithium et du cobalt qui passaient pour prioritaires. Le nord-est du Congo regorgent de ces produits stratégiques. L'enjeu, pour les Américains, consistait à faire de cette région leur chasse-gardée, face aux appétits économiques grandissants des pays du Sud-Est asiatique, particulièrement la Chine.

Pour l'accès à ce pactole, le recyclage de Mobutu en tant qu'agent intermédiaire n'était pas envisageable, pour de multiples raisons : sa boulimie financière bien connue et son statut devenu encombrant par son implication dans les combines du passé dont il détenait dangereusement les secrets. De plus, il était rejeté par son opinion publique et l'écho de ce désaveu était suffisamment retentissant dans la rhétorique de la *Conférence nationale souveraine*. La grande erreur de Mobutu a donc été de minimiser le nouveau discours que lui tenaient les États-Unis. Il était pourtant plus que clair voire brutal : « *La guerre froide est finie*, lui disait en 1991 Mélissa Wells, l'ambassadeur des États-Unis au Zaïre. *Vous n'avez plus d'instrument de chantage sur nous. Nous allons vous forcer de quitter le pouvoir* »¹¹.

L'économie mondiale était pressée d'avoir accès aux matières premières stratégiques. Il fallait déblayer le terrain. Le plus simple était de passer par les pays voisins, particulièrement le Rwanda. Cela semblait plus facile de bousculer l'agenda politique de ce petit pays. Pour ce faire, on ne pouvait pas compter sur Juvénal Habyarimana, trop inféodé à Mobutu ; son régime du MRND était une copie miniaturisée du MPR. Il était donc indispensable de passer par son opposition et la gagner à cette cause. Puisque, cette opposition rwandaise était installée en Ouganda, ce pays

11 C. ONANA, *Holocauste au Congo : l'omerta de la communauté internationale : la France complice ?*, Paris, l'Artilleur, 2023, pp. 117-118.

serait donc un passage obligé. Et, comme celle-ci était en majorité tutsie, il était utile, dans la perspective de la collaboration future avec le Burundi, de faire en sorte qu'un pouvoir hutu ne s'installe dans ce pays voisin. Par coïncidence ou suite à une planification, six mois plus tôt avant le 6 avril 1994, eut lieu le coup d'État du 13 octobre 1993 contre Melchior Ndadaye, un hutu élu chef d'État dans ce pays.

L'Ouganda, le point de départ

Tout allait partir de l'Ouganda, le pays des martyrs tant vénérés au Congo ; cette ancienne colonie britannique qui, aux yeux de Winston Churchill, passait pour « *la perle de l'Afrique* ». Les faits qui s'y passaient, étaient sous inspiration de la Tanzanie de Mwalimu, Julius Nyerere, homme d'une intégrité morale irréprochable, mais qui avait ouvert imprudemment la boîte de pandore. Il estimait, au nom de la solidarité africaine, qu'il était impérieux de pratiquer le devoir d'ingérence. Cette doctrine, il la mit lui-même en pratique, en engageant son pays à chasser le dictateur Idi Amin Dada de la tête de l'Ouganda. La leçon sera bien retenue par Yoweri Museveni puis Paul Kagame.

Curieusement, Kinshasa a contribué à la mise en place de Museveni à la tête de l'Ouganda. Ce *muhima*, originaire de l'Ankolé par sa mère, et donc proche des Tutsi, s'appelait au départ Yoweri Kaguta. Il est devenu *Museveni* en référence à son père qui avait été un soldat de la 7^e Division de Tirailleurs ougandais au temps où ce pays était un Protectorat britannique. Pour ses supporters dans le maquis, Yoweri était M7 (*Mu- Seven*). Le surnom a fini par devenir son nom : *Museveni*¹². Honoré Ngbanda a fait cet aveu : « C'est moi qui ai présenté Museveni à Mobutu au mois de novembre 1985 (...). Dès notre première rencontre, Museveni m'expliqua longtemps et en détails son plan de libération de l'Ouganda de la dictature et de la corruption qui y régnaient. Je décidai de l'amener au Président Mobutu dont il sollicitait le soutien matériel pour parachever sa guérilla. Il fut adopté presque spontanément par le Maréchal (sans doute aussi sous injonctions américaines !). Il convainquit à son tour son collègue du Kenya, Arap Moi, de soutenir Museveni dans sa lutte. Des cargos et des C130 furent mis à sa disposition pour le transport des hommes et du matériel. Plusieurs rotations furent réalisées pendant des mois pour amener des armes et des médicaments de Londres vers Goma et Nairobi. C'est ce qui explique que le jour de la célébration de sa victoire à Kampala en 1986, le tout jeune et nouveau président ougandais, Yoweri Museveni, après avoir prêté serment devant le parlement, sortit de la salle, fila à l'aéroport d'Entebbe et prit l'avion pour venir directement à Goma remercier son 'parrain'. Le président Mobutu s'y trouvait en visite de travail »¹³.

12 D. ROPA, *L'Ouganda de Yoweri Museveni*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 186.

13 H. NGANDA NZAMBO-KO ATUMBA, *Ainsi sonne le glas ! Les derniers jours du Maréchal Mobutu*,

C'est, effectivement, le 25 janvier 1986 que l'armée de Yoweri Museveni s'empara de la capitale Kampala, quinze ans jour pour jour après le coup d'État du général Idi Amin Dada. Son armée, l'Armée nationale de résistance, la NRA (*National Resistance Army*) qui deviendra plus tard l'*Uganda People's Defence Force* (UPDF), comptait 3800 Rwandais sur un total de 14000 hommes. La présence rwandaise en Ouganda était ancienne et connaissait plusieurs couches. Ceux devenus des combattants étaient les rejetons des victimes des violences de la décolonisation et de la chute de la royauté. Ils vivaient en harmonie avec les groupes ethniques locaux et ne furent dérangés que par le régime de Milton Obote. On comprend qu'en un premier temps, ils aient soutenu le général Idi Amin qui chassa Milton Obote, en 1971, du pouvoir.

Mais l'armée tanzanienne renversa Idi Amin et remit Milton Obote au pouvoir. Museveni qui fut associé à cette guerre devint l'allié du nouveau pouvoir. Ancien étudiant à l'Université de Dar-es-Salaam vers les années 60, à la même époque que John Garang qui dirigera plus tard le maquis au Sud-Soudan, il avait séjourné en Mozambique où il s'était approché du mouvement révolutionnaire de FRELIMO (Front de Libération du Mozambique). Gagné à l'idéal révolutionnaire, son alliance avec Milton Obote ne pouvait être que de courte durée. Aussi reprit-il le chemin du maquis, cette fois-ci pour renverser son ancien allié.

Quand il s'empara de la capitale en 1986, il avait déjà pour compagnons d'armes, deux officiers tutsi rwandais, Fred Rwigyema et Paul Kagame, auxquels il était lié à la fois par les armes et par solidarité ethnique¹⁴. Mais, après la guerre, des difficultés commencèrent à paraître. La diaspora rwandaise afflua en Ouganda, comme commerçants, hôteliers, membres des professions libérales. Leur présence était visible même dans la hiérarchie militaire ; le général Fred Rwigyema était Chef d'État-Major adjoint de l'armée et le colonel Paul Kagame, Chef adjoint des Renseignements militaires. Les Ougandais commencèrent à se plaindre de cette présence envahissante qui s'apparentait à une véritable mafia. Certains pensaient que c'était une erreur grave de placer des Rwandais dans des postes de responsabilité ; d'autres convoitaient simplement lesdits postes.

Pour sortir de cette situation qui risquait de devenir explosive, Museveni décida dès 1987 de les aider à s'organiser pour rentrer dans leur pays d'origine en créant leur propre armée, le Front Patriotique Rwandais (FPR), la *Rwandese Patriotic Front* (RPF). Pour tenter d'éloigner ses proches collaborateurs, il envoya Paul Kagame en 1990 aux USA pour un stage de commandement militaire à Fort Leavenworth au Kansas. Quant à Fred Rwigyema, il fut symboliquement démis de ses fonctions mais conserva son influence au sein de la NRA. Museveni pensait, de la sorte, faire d'une

Paris, éd. Gideppe, 1998, pp. 104-105.

14 B. LÉLOUP, « Le Rwanda et ses voisins, activisme militaire et ambitions régionales », in *Afrique Contemporaine*, 215, 3, 2005, p. 73.

pierre deux coups : se débarrasser des alliés devenus encombrants et contribuer à l'installation à Kigali d'un régime « ami », en lieu et place de celui de Juvénal Habyarimana.

Pourtant, Juvénal Habyarimana avait, lui aussi, quelque lien familial avec l'Ouganda par son père. Cet ancien élève du collège interracial de Bukavu et ancien étudiant de médecine à l'Université Lovanium avant d'embrasser le métier des armes, avait été sensible au discours de la Baule de François Mitterrand sur la démocratisation des régimes politiques. Mais il était opposé au retour des réfugiés rwandais qui se trouvaient en Ouganda. « Le Rwanda était un verre d'eau rempli ; il ne pouvait contenir une goutte de plus ! » D'aucuns lui prodiguaient des conseils de réalisme et de sagesse. Honoré Ngebunda explique que Mobutu était lié à lui, pas exclusivement par amitié, mais parce qu'à ses yeux, son homologue constituait un élément d'équilibre entre les deux groupes extrémistes : les Tutsi en Ouganda et les Hutu au Rwanda. En 1988, rapporte le même, il aurait assisté à Goma à une discussion entre les deux Présidents. Le maréchal démontra à son collègue l'absolue nécessité de négocier avant qu'il ne soit trop tard. Habyarimana rétorquait en affirmant l'impossible cohabitation entre les deux groupes : « *Ces gens ne rêvent que de reprendre le pouvoir qu'ils ont perdu et de continuer à asservir le peuple hutu comme pendant la colonisation. Si je cède aujourd'hui sur ce point, ce sont les miens qui m'abattront* »¹⁵. En réalité, Habyarimana n'avait pas le choix. Des pourparlers avaient été entamés dans ce sens et semblaient évoluer avec un certain succès, encore qu'il ne comprît toujours pas pourquoi il était l'objet de tant de pressions. « *Je ne fais que recevoir des menaces des Américains et des Belges. Ils me demandent chaque jour de lâcher plus, alors que du côté de mes adversaires politiques, ils n'exigent absolument rien !* » répétait-il à plusieurs reprises à son homologue zaïrois ! »¹⁶

Il n'est pas impossible que cette perspective d'arrangement ait été la raison qui a poussé le FPR à prendre les devants en précipitant la mise en œuvre de l'option militaire, pour éviter que ne s'impose la logique du partage du pouvoir où il serait minoritaire. Quoi qu'il en soit, on est maintenant informé que Museveni n'était pas d'accord pour une offensive précipitée. Mis devant le fait accompli, il avait tenté de prévenir son homologue Habyarimana à New York où ils séjournaient, tous les deux, dans le cadre de l'Assemblée Générale des Nations-Unies. Mais ce fut sans succès¹⁷. Le 1^{er} octobre 1990, les soldats du FPR attaquèrent donc le poste frontalier de Kikilimba avec 2500 soldats placés sous les ordres du général Rwigyema. Parmi eux, des jeunes Tutsi venus du Burundi, de la RD Congo et d'autres pays africains. Le FPR essuya d'énormes pertes. Fred Rwigyema, le

15 H. NGBANDA NZAMBO-KO ATUMBA, *op. cit.*, pp. 83-84.

16 *Id.*, *ib.*, pp. 75-76.

17 WRONG, *Rwanda : assassins sans frontières : enquête sur le régime Kagamé*, Paris, Max Milo, 2023, pp. 250-251.

Commandant tant apprécié de tous, meurt dès le deuxième jour des combats, ou est assassiné par des membres de son groupe pour des raisons obscures¹⁸.

Mais le combat ne cessa pas pour autant. Réfugiés dans le parc de l'Akagera, traversant la zone des volcans, les soldats du FPR, désormais sous commandement de Paul Kagame, prirent conscience qu'ils étaient engagés dans une guerre qui pouvait être longue. Leur nombre passa de 3000 à 20 000 hommes environ, avec l'appui de l'Ouganda de Museveni et celui du Burundi de Jean-Baptiste Bagaza, réunis dans une sorte d'alliance des « progressistes » contre les « conservateurs » – Rwanda, Kenya, Zaïre – et leurs régimes autoritaires. Une complicité institutionnelle s'instaura entre le NRA ougandais et le FPR rwandais. Kampala servait de voies d'approvisionnement des rebelles en armes, munitions, nourritures et carburants. L'évidence sautait aux yeux, puisque le FPR ne disposait ni d'aéroport, ni d'un autre poste frontalier en dehors de l'Ouganda.

Malgré ces hostilités qui ne furent pas interrompues, des tours de négociations se mirent en place. Un premier accord de cessez-le-feu fut signé le 17 octobre 1990 à Mwanga ; il fut confirmé à la rencontre de Gbadolite le 26 octobre, à celle de Zanzibar le 17 février 1991 puis à celle de Bruxelles, le 29 mai 1992. Une ultime rencontre fut programmée à Dar-es-Salaam pour le mercredi 6 avril 1994. Y étaient conviés sept Présidents, dont trois s'excusèrent. Il s'agit de celui du Kenya, du Zaïre et de la Zambie. Seuls, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie se retrouvèrent autour de la table à *l'hôtel Kilimandjaro*. La réunion portait en principe sur la situation au Burundi. Mais, de manière quelque peu imprévue, on aborda aussi celle du Rwanda. Se sentant piégé, Habyarimana finit par accepter du bout des lèvres le principe de la mise en place d'un gouvernement de Transition. Par crainte de la réaction au pays de ce qui s'apparentait à une capitulation de sa part, il décida de son retour, le soir même, et proposa à son collègue burundais, Cyprien Ntaryamira, de l'accompagner. L'avion présidentiel fut accueilli à 22h22 par deux tirs de missile sol-air, transformant l'aéronef en une boule de feu. Il n'y eut pas de survivants¹⁹.

Revenons sur la manière dont ces événements ont été vécus du côté congolais/zaïrois. Habyarimana avait été à Gbadolite, le 26 février 1994. Il y retourna le 4 avril, la veille de sa mort. Laissons Ngbanda nous décrire ce qui s'était passé, ce jour-là : « Lors de leurs entretiens en tête-à-tête, Mobutu

¹⁸ On lui aurait reproché de favoriser le recrutement d'officiers francophones au détriment des anglophones et/ou d'être en contact avec le mwami du Rwanda en exil pour un éventuel retour de la monarchie, ce qui déplaisait au groupe des « extrémistes ». (RUZIBIZA, Abdul Joshua, *Rwanda, l'histoire secrète*, Paris, Éditions du Panama, 2005, pp. 100-101).

¹⁹ Sont morts, dans cet attentat, en plus des deux Présidents, dix autres personnes (Deogratias Nsabimana Chef d'État-major des FAR ; Elie Sagatwa Chef de Cabinet militaire ; Thaddée Bagaragaza responsable de la Maison militaire ; Juvénal Renzaho Conseiller ; Dr. Emmanuel Akingeneye médecin personnel ; Bernard Ciza et Cyriaque Simbizi ministres burundais ; trois membres de l'équipage français : Jacky Heraud, Jean-Pierre Minaberry et Jean-Pierre Perrine).

m'a fait venir pour me demander d'aller voir le Président Habyarimana à Kigali, dès notre retour de la Tanzanie, en vue de vérifier d'urgence « des documents contenant des informations importantes sur la menace de sa sécurité » ; il s'agissait d'un complot qui se préparait contre lui à partir de l'Ouganda, par les Américains et les Belges. Mais le Président rwandais a réagi en suggérant que, de Tanzanie, je revienne avec lui directement à Kigali pour gagner du temps. Quelles révélations et quelles confidences Habyarimana avait faites à Mobutu ? Nous ne le saurons jamais ». Après le départ du président rwandais, nous avons abouti à la conclusion que Mobutu devait renoncer à ce voyage, d'autant plus qu'aucune équipe de sécurité ne l'avait précédé pour le balisage du terrain (...). Le lendemain, le soir venu, après le dîner, le Maréchal me fit signe qu'il se retirait (...). Quelques minutes après, j'entendis le Président sortir en courant, les yeux hagards et il me cria en lingala « *Babomi yee !* » Ils viennent d'abattre Habyarimana, il y a à peine vingt minutes. « *C'est mauvais, ce qui vient d'arriver. C'est le début d'une longue histoire. Une mauvaise histoire. C'est le déclenchement de la déstabilisation de toute l'Afrique Centrale pour de longues années. Je ne sais pas si nous nous en remettrons... je ne sais pas s'ils s'arrêteront là... ! Je ne sais pas s'ils lâcheront le morceau. Je ne savais plus s'il me répondait ou s'il se parlait à lui-même, réfléchissant à haute voix* »²⁰.

Le lendemain du drame, le jeudi 7 avril, une véritable chasse à l'homme fut déclenchée. Les premières victimes furent des Hutu qui collaboraient avec les Tutsi. La Première Ministre, Agathe Uwiringiyima fut assassinée, avec son mari, à domicile. D'autres autorités, préfets, bourgmestres, prêtres et évêques, subirent le même sort. Les mille cinq cents effectifs de la MINUAR et troupes d'élites de la France et de la Belgique, qui étaient sur place, se contentèrent de l'évacuation des étrangers et de quelques Rwandais, fermant la porte derrière eux sur un peuple décidé à s'entre-déchirer, sur base ethnico-politique, dans l'horreur la plus totale. En effet, c'est dès cet instant que les *Casques bleus* décidèrent de se retirer, sans tenter de sauver ni la paix ni les vies humaines²¹. Et aux tueries sélectives, succédèrent des tueries massives et sélectives.

Le bataillon du FPR, stationné à Kigali dans le cadre des accords de paix, entra en action dans une attaque généralisée. Le 4 juillet, il s'empara de la capitale. Le 17 juillet, Gisenyi, à quelques pas de Goma, tomba à son tour. Les nouveaux animateurs de la République furent mis en place. Pour voiler la réalité, on donna l'impression de faire la part belle à l'ethnie hutu. Pasteur Bizimungu, Commissaire à l'Information et à la Documentation

²⁰ NGBANDA, *op.cit.*, pp. 78-80.

²¹ Les deux responsables, militaire et politique, de la MINUAR, le canadien Roméo Dallaire et le camerounais Jacques Roger Booh Booh se sont rejetés la balle sur la responsabilité de cet échec (voir, R. DALLAIRE, *J'ai serré la main du diable*, Québec, édition Libre Expression, 2003 ; J.R. BOOH BOOH, *Le patron de Dallaire parle : les révélations sur les dérives d'un général de l'ONU au Rwanda*, Paris, éditions Dubois, 2005).

du FPR devint Président de la République et Faustin Twagiramungu, qui dirigeait la Société de Transports Internationaux (STI) devint Premier ministre. Mais le vrai pouvoir demeura entre les mains de Paul Kagame qui se réserva les postes de Vice-Président de la République et de ministre de la Défense nationale, en attendant de devenir Président de la République en 2000.

Les réfugiés hutus au Congo : fabrique d'un alibi permanent de conquête

Le drame du génocide ravagea le Rwanda, naguère appelé fièrement la « *Suisse d'Afrique* ». Le Zaïre de Mobutu ne fut pas épargné non plus. L'afflux des Rwandais hutu fuyant les violences des vainqueurs sur le territoire congolais est le début d'une longue histoire. La poursuite de ces réfugiés, pour les éliminer, servira de prétexte pour les multiples rébellions que Kagame, avec l'aide des multinationales et des forces occidentales, organisera pendant plus d'un quart de siècle, sous des sigles successifs de AFDL, RCD, CNDP, M23. Et, on n'est pas encore au bout du processus.

Sur l'événementiel de ce passage de frontière, écoutons d'abord le témoignage de Ngbanda : « Le gouvernement et l'armée rwandais ont traversé la frontière en emmenant avec eux l'État rwandais dans un autre État ! En effet, il a emporté avec lui la Banque centrale, les documents des services et d'administration publique et des cabinets ministériels, les bus de transport en commun et les véhicules officiels, les appareils de télécommunication, tandis que toutes les *Forces Armées du Rwanda* (FAR) d'Habyarimana ont simplement déménagé du territoire rwandais pour s'installer au Zaïre (...). Ce fut pratiquement une invasion du Zaïre par une armée en fuite. Plus de trois quarts des équipements militaires des FAR ont été emportés avec les troupes en fuite qui avaient en face d'elles, à leur entrée à Goma, des unités des Forces Armées Zaïroises (FAZ) nettement inférieures en hommes et en équipement, pour procéder au désarmement des fuyards. La conséquence en fut que bon nombre de militaires des FAR se replièrent avec des armes individuelles dans les forêts des montagnes pour y cacher leurs armes et se confondre ensuite avec des centaines des (*sic*) milliers des (*sic*) réfugiés civils (...) Trois mois après, j'ai visité le camp militaire de Goma où étaient entreposé le matériel militaire rwandais. Il m'a fallu toute une journée pour visiter cet arsenal riche et diversifié : toute la cour était couverte d'engins lourds et modernes. Beaucoup d'entre eux n'avaient jamais été utilisés. J'ai été même surpris de voir des chars amphibies très modernes. Des hangars entiers étaient pleins de centaines de milliers de fusils de toutes sortes, tandis que trois bâtiments étaient pleins de munitions »²².

22 NGBANDA, *op.cit.*, pp. 87-88.

Pour ce qui concerne les colonnes des réfugiés qui traversèrent la frontière, les témoignages très documentés des humanitaires ont fourni de nombreux détails qu'il serait superflu de rappeler ici. Une question demeure pendante. Si les quelques milliers de milices *interhamwe* avaient à craindre l'avènement du nouveau pouvoir, pourquoi de nombreux autres hutu avaient-ils pris la décision douloureuse de quitter leurs villages et leurs récoltes pour partir au loin ? La réponse était à trouver sur le terrain. Les complicités internationales et la mauvaise conscience collective auraient dissimulé une vérité et la conspiration du silence s'est poursuivie jusque de nos jours. Les troupes du FPR, dans leur parcours de conquête, s'adonnaient à l'extermination des Hutus. Cet exploit datait déjà de la période de la guerre rwando-ougandaise, entre 1990 et 1994. Les FPR agissaient dans une certaine discrétion, privilégiant la stratégie de la terre brûlée dans les régions qui étaient passées sous leur contrôle. D'après le témoignage de la journaliste canadienne Judi Rever, il en avait été ainsi notamment dans les sites de Gabiro, Kami, Masaka, Giti, Nyamirambo, Kidaho, Butaro, Kirambo, Ruhengeri City, Kinihira, Kabutare, Arboretum de Butare, Save, Gikomero, Ndera, Runda, Musambira City, Muhumba-Byumba City²³.

Des exemples abondent. Au stade de Byumba, en avril 1994, se déroulèrent les massacres les plus spectaculaires des familles hutu du nord du Rwanda pour faire la place à la diaspora provenant de l'Ouganda. Ce qui s'est passé à Kibeho en 1995 fut encore plus révélateur. Dans ce coin du sud-ouest du pays, l'*opération Turquoise*²⁴ initiée par la France, organisa une zone humanitaire pour des déplacés qui n'avaient pu traverser la frontière pour se réfugier au Zaïre ; cette zone passa sous la surveillance des garants de la paix des Nations-Unies. Le FPR décida de démanteler ces camps, au motif qu'ils abritaient aussi des militaires et des miliciens : « ... le camp fut encerclé par plus de 2500 soldats de l'APR pour empêcher tout approvisionnement. L'ordre fut ensuite donné de bombarder le camp. On tira dans la foule avec des armes lourdes, des lance-roquettes, des grenades et des kalachnikovs. Des camions ramassèrent les morts pour les amener dans des fours crématoires dans la forêt (...) les rescapés furent tués sur leur chemin du retour. Personne ne fut épargnée (sic). Même des bébés sur les dos de leurs mères étaient tués. »²⁵ On comprend la peur panique qui avait gagné cette population, consciente de n'avoir aucune chance de survie en demeurant sur place.

L'utilisation de la poursuite des « génocidaires hutu » allait connaître des mutations dans la suite, toujours dans l'objectif de servir de cheval de Troie pour des desseins moins avouables. Les conquérants tutsi parviendront à infiltrer les organisations hutu, utilisant certaines factions à leur solde et

23 J. REVER, *Rwanda l'éloge du sang*, Riom (France), Max Milo, 2020, p.103.

24 C. ONANA, *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise : quand les archives parlent*, Paris, l'Artilleur, 2019.

25 J. REVER, *op. cit.*, p. 87 et 84 ; G. MUSABYIMANA, *Dictionnaire de l'histoire politique du Rwanda*, Paris, éd. Scribe, 2019, pp. 151-152.

instrumentalisant à leur propre bénéfice l'opposition tutsi/hutu. Il y aura ainsi des « vrais » et des « faux » FDLR. Les Experts des Nations-Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse (2002) ont ainsi mis la main sur un courrier émanant du RCD enjoignant à toutes les unités de « *maintenir de bonnes relations avec nos frères Interhamwe (hutu), voire les laisser exploiter si cela est nécessaire à leur survie* ». Cette stratégie, dictée manifestement par la nécessité d'augmenter la main d'œuvre pour maximiser le travail de pillage, n'était pas récente. Elle était déjà pratiquée par le FPR, pendant la guerre de conquête du Rwanda. Il existait des équipes chargées d'infiltrer les *Interhamwe*. Les agents destinés à cette tâche étaient choisis parmi des Tutsi qui ressemblaient aux Hutu : ils étaient plus petits, parlant français et prétendant être domestiques ou chauffeurs²⁶. La même stratégie sera utilisée pour infiltrer des structures congolaises.

Le Rwanda à la conquête directe du Zaïre

Revenons à l'histoire de la conquête du Zaïre. Pour réussir, il fallait des ressources humaines sur les rives gauches des lacs. Un lot de combattants étaient disponibles. De nombreux jeunes Tutsi, provenant du Congo, avaient participé, dans les rangs du FPR, à la conquête du Rwanda. Parmi eux, tous les futurs grands acteurs des rébellions au Congo : James Kabarebe, Masasu Nindanga, Laurent Kundabatware, Bosco Ntangana, Jules Mutebusi, Éric Ruombero. D'autres jeunes étaient en formation au camp Gako (Bugesera) et à Bigogwe. Il fallait aussi des infiltrés civils et des éclaireurs. Il n'en manquait pas.

L'histoire du recrutement de Laurent-Désiré Kabila est suffisamment documentée. Après sa défaite à la suite de la guerre de Moba II, il s'était réfugié en Tanzanie. Mais en 1990, il s'installa chez Yoweri Museveni qui le mit en contact avec ses partenaires rwandais. Museveni alla jusqu'à organiser une rencontre entre lui et Mobutu à Gbadolite. À l'issue de l'entretien, le maréchal lui accorda des papiers zaïrois qui lui permirent d'être mis sur la liste des délégués du Kivu pour participer à la Conférence Nationale Souveraine. Mais sa candidature ne fut pas validée par la plénière qui le classa parmi les Zaïrois « de nationalité douteuse ». Cette insulte, il ne l'oubliera pas. À l'échéance du transfert de la guerre sur le territoire congolais, il s'avéra être un pion plus qu'utile. Mais, il ne pouvait se contenter de la réalisation d'une simple zone tampon prévue initialement. Son ambition était plus globale : provoquer la chute de Mobutu et s'emparer de l'ensemble du territoire national. Ce qui, on l'a déjà vu, ne fut pas pour déplaire à ses partenaires régionaux et internationaux.

²⁶ J. REVER, *op. cit.*, pp. 84 et 105.

Le problème logistique ne se posait pas. D'abord, sous pression du lobby juif américain, l'embargo sur l'achat d'armes qui frappait le Rwanda fut levé. Ensuite, des bases américaines furent installées en Ouganda. Les deux pays complices se mirent à se doter d'armes très sophistiquées et en grande quantité. Des avions cargo de US Air-Force se mirent à faire des rotations, presque chaque jour, pour débarquer du matériel militaire. Rien, apparemment, ne justifiait ces opérations de surarmement et de mobilisation des troupes, puisque l'Ouganda n'était plus en guerre et que Kagame avait déjà le contrôle du Rwanda depuis deux ans. Plus de doute. C'est le Zaïre de Mobutu qui allait être envahi.

Bill Clinton continuait à brandir la nécessité de sa croisade d'un nouvel ordre africain incarné par trois acteurs : Yoweri Museveni de l'Ouganda, Paul Kagame du Rwanda et Isais Afeworki de l'Érythrée. Ils seraient, d'après lui, « *des leaders africains déterminés à trouver des solutions africaines aux problèmes africains* », comme si c'était à lui et à ses conseillers d'en juger. Mais il existait une autre vérité plus prosaïque : l'axe Kampala-Kigali était le porte-avion idéal et tout indiqué pour assurer le décollage des multiples ambitions dans la région. Le géant de l'industrie américaine, *Bechtel*, n'avait-il pas financé des études satellites auprès de l'Administration Nationale de l'Aéronautique et de l'Espace (NASA) ainsi que des cartes infrarouges pour dénicher des réserves de minéraux et leurs sites ? La CIA aurait installé une antenne satellite à Goma, dans l'ancienne résidence de Mobutu, dès que celle-ci fut réquisitionnée par le nouveau maître, Laurent Kabila. Une nouvelle antenne spéciale aurait été installée dans la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à Kigali pour mieux suivre les opérations au Zaïre et transmettre des instructions²⁷. On comprend alors que ce qui passait pour des affabulations des mobutistes, dans leur dénonciation d'un complot international avec implication directe des Américains, s'est avéré être véridique au vu de la concordance des autres témoignages. Une centaine de soldats américains auraient été engagés dans les hostilités.

Cette stratégie de l'accaparement du Congo, pour mieux piller ses richesses, allait se dérouler en deux séquences : celle de la *conquête directe* ou la guerre de libération (1996-1998), celle de la *conquête par procuration* qui a connu deux moments : la guerre d'agression (1998-2003) et la *mise sous tutelle militaire et politique* (2003-2023) sous les signes du CNDP et du M23.

Après les quatre ans de la conquête du Rwanda (1990-1994), se déroula donc celle du Zaïre, mais uniquement en deux ans (1996-1997). La méthodologie était désormais pleinement maîtrisée. Les hommes de Kabila furent soumis à une formation militaire dans les camps rwandais de Bugesera et de Gashara sous la direction des instructeurs ougandais.

27 J. REVER, *op. cit.*, p. 59.

Ils auraient été au départ 8500, formés pour appliquer les mêmes tactiques que celles utilisées par les « parrains » pour accéder au pouvoir à Kampala puis à Kigali²⁸. Les troupes rwandaises envahirent le pays par le sud-Kivu. La prise d'Uvira (9 octobre 1996) ouvrit la voie à celle de Bukavu, peu avant celle de Goma (3 novembre). Quant aux troupes ougandaises, elles firent leur entrée sur le territoire national par la conquête de la ville de Beni (7 décembre).

Sur le plan diplomatique, on adopta la tactique du double-jeu, la culture de la dissimulation constituant un art consommé, largement pratiqué dans la région²⁹. Tout en envahissant le pays, l'Ouganda et le Rwanda se devaient de nier totalement leur implication dans ces hostilités. Ce serait « *une affaire entre Zaïrois (Congolais) incapables de résoudre leurs problèmes internes !* » ou encore, « *les accusations zaïroises (congolaises) seraient purement fantaisistes et farfelues !* ». Rien qu'en février 1997, l'Ouganda nia trois fois son implication dans la guerre au Zaïre. Au début du mois, le 11 février, Museveni rassura à Paris le Président Chirac, que le Rwanda et son pays n'étaient pas impliqués dans la « guerre de libération » qui se déroulait au Zaïre. Le lendemain, ce fut le tour de son ministre des Affaires Étrangères de préciser que : « *le problème du Zaïre était principalement interne !* ». Le 21 du même mois, le représentant ougandais à l'ONU prétendit, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'y avait pas de troupes ougandaises aux côtés des rebelles au Zaïre et « *qu'il mettait au défi la communauté internationale d'envoyer des observateurs pour vérifier la situation* »³⁰.

Sur le plan militaire, le double-jeu constituait aussi la voie royale. Les négociations successives et les accords de cessez-le-feu ne devraient jamais interrompre l'avancement des troupes ; ils constituaient même des opportunités pour s'octroyer une longueur d'avance dans les offensives³¹.

Ainsi, à propos du retour des réfugiés rwandais se trouvant sur le sol congolais en avril 1994, cette méthodologie fut d'application pour ne pas détruire le « cheval de Troie » qui servirait d'alibi aux attaques programmées. Il fallait organiser la distraction par la participation à des négociations. Ainsi, le 10 juin à Bujumbura et le 1er septembre 1994 à Goma, des rencontres bilatérales des ministres de l'Intérieur et de la Défense des deux gouvernements, rwandais et zaïrois, décidèrent de la création de trois Commissions chargées respectivement du rapatriement des réfugiés, de la sécurité mutuelle et des biens. Mais le Rwanda estima que la seule question urgente était celle de la restitution des biens rwandais. Le 24 octobre, un accord tripartite entre le HCR, le Rwanda et le Zaïre fut signé pour le rapatriement des réfugiés. Les autorités rwandaises multiplièrent

28 D. ROPA, *op. cit.*, p. 147.

29 M. WRONG, *op. cit.*, pp. 27-41.

30 D. ROPA, *op. cit.*, pp. 141-142.

31 Dans la conquête du Rwanda par le FPR, entre le 1 août 1990 et le 6 avril 1994, la stratégie de diversion par accords de cessez-le-feu, comme on l'a noté, fut utilisé avec succès.

les intimidations pour décourager ces retours. Le 22 août 1996, à la suite de la visite du Premier ministre Kengo à Kigali, un accord fut signé en vue de réactiver les sous-commissions créées en 1994. L'accord resta lettre morte. Finalement, le gouvernement Kengo décida, le 14 septembre, de l'expulsion desdits réfugiés. C'est alors que la Communauté internationale s'éveilla pour crier au scandale. Comme on le sait, c'est finalement Kagame qui réalisa, à sa façon, le retour de ces réfugiés, tel que cela lui avait été conseillé à Tel Aviv. Les Américains lui avaient donné leur accord lors de la visite qu'il effectua à Washington, en août 1996³².

Le programme de pillage des ressources naturelles fut amorcé dès cette première séquence de la guerre de conquête du Congo. Museveni discutait déjà avec Laurent-Désiré Kabila de son projet de construire une route reliant la ville ougandaise de Kasese à Kisangani, pour faciliter le transfert des ressources congolaises et leur acheminement aux ports de l'océan Indien³³. Ce projet, il l'avait déjà présenté, en son temps, à Mobutu ; il le présentera à nouveau à Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au cours de son mandat. Quant aux grandes firmes internationales de diamant et autres métaux précieux, elles avaient accompagné avec bienveillance, dès le départ, les conquêtes de l'AFDL. Malgré la guerre, les pelleteuses avaient continué à creuser la terre et les minerais avaient continué d'être expédiés, comme à l'habitude, vers l'Afrique du Sud.

C'est surtout à partir de l'étape de conquête de la ville de Lubumbashi, le 9 avril 1997, que les activités de pillage connurent leur envol. Un projet de holding, regroupant des intérêts suisses, suédois et canadiens et préconisant un contrat d'exploitation du cuivre et du cobalt pendant plus d'un siècle, fut présenté à Kabila. La compagnie sud-africaine *De Beers* était également sur terrain. La société canadienne, *America Mineral Fields* (AMFI) dont le siège se trouve à Hope, la ville natale de Bill Clinton dans l'Arkansas, signa dès le 16 avril, avec Kabila, un accord portant sur plusieurs projets ciblés : l'installation d'une usine de traitement de minerais de cuivre à Kolwezi (200 millions de dollars), la réhabilitation d'une usine de cobalt à Kipushi (30 millions) et un autre projet qui devait s'élever à 550-650 millions de dollars³⁴. Son directeur général, le mauricien Jean-Raymond Boule, était un proche de Bill Clinton qui avait bénéficié d'une invitation personnelle à la cérémonie de son investiture présidentielle. Toutes ces sociétés avaient de toute évidence leurs assurances, en négociant avec des acteurs politiques qui ne représentaient pas encore l'État.

La conclusion de cet agenda aboutissait à la prétendue nécessité de la révision de l'aménagement de l'espace des Grands Lacs pour disponibiliser une partie du territoire du Congo au profit du Rwanda et faciliter les

32 NGBANDA, *op. cit.*, pp. 92-93.

33 D. ROPA, *op. cit.*, p. 174.

34 *Id. lb.*, pp. 162-163.

exploitations frauduleuses des minerais. Ainsi, en avaient décidé les grands maîtres de l'Occident dont les indiscretions ne se dévoilèrent que plus tard. En décembre 2008, Herman Cohen, qui fut secrétaire d'État adjoint pour les affaires africaines aux USA, de 1989 à 1993, a déclaré dans une tribune de New York Times : « *De 1996 jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement rwandais dirigé par les Tutsi a contrôlé efficacement les provinces orientales du Congo du Nord et du Sud-Kivu (...). Pendant ces douze années, ces provinces, riches en minerais, se sont intégrés économiquement au Rwanda (...). Le Département d'État considère le Kivu comme une contrée faisant partie du Rwanda* »³⁵. Une année plus tôt, Herman Cohen n'en avait pas fait mystère. La journaliste Judi River atteste qu'il lui avait confié, lors d'un entretien, que Kagame ... « *continuerait de jouer les prédateurs dans la région jusqu'à ce qu'il obtienne officiellement une partie des gisements miniers du Kivu* ». En 2009, le président Sarkozy, dont l'américanophilie transpirait de toute part, ira de sa belle rhétorique : « *Il faut trouver une nouvelle approche pour apporter aux pays de la région l'assurance que l'ensemble de ces questions sera réglé de façon globale. Cela met en cause la question de l'avenir du Rwanda, pays à la démographie dynamique et à la superficie petite. Cela pose la question de la RDC, pays à la superficie immense et à l'organisation étrange des richesses frontalières* ». En 2012, Peter Pham, alors directeur du Centre Afrique du Conseil de l'Atlantique a plaidé pour la scission du Congo et légitimé les agissements meurtriers du M23. Ce n'est pas par hasard qu'il devint, six ans plus tard, le Représentant Spécial des USA dans la région des Grands Lacs³⁶.

De la tentative de conquête directe à la stratégie de conquête par procuration

C'est le 17 mai 1997 que Laurent-Désiré Kabila mit fin à la *guerre de libération*, en se proclamant Président de la République démocratique du Congo. Quelques comportements des conquérants apparurent étranges dès les premiers instants. Ils s'employèrent à détruire la mémoire institutionnelle préexistante. Les archives de la Présidence de la République et du ministère de l'Intérieur furent emportés sans doute pour effacer les traces des situations explosives du Kivu ; celles du Parlement, logées dans les caves du *Palais de la Nation* depuis 1960 furent brûlées ou emportées, le bâtiment devenant le Bureau du Président de la République.

Mais la situation devint rapidement explosive, pour les mêmes raisons qu'en Ouganda, après la victoire de Museveni. Les Rwandais crurent

35 Voir entrevue de Herman Cohen à la chaîne de télévision Code 243 (Youtube : <http://www.com>) ; Voir aussi Remy K. KATSHINGA « There is no Congo ou les dessous d'un enjeu stratégique », KANKWENDA MBAYA et MUKOKA NSENDA, eds., *La République démocratique du Congo face au complot la balkanisation et d'implosion*, Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2013, pp. 229-256.

36 J. REVER, *op.cit.*, p. 26.

qu'ils étaient devenus les maîtres des lieux. James Kabarebe, l'arrogant commandant à la tête des troupes rwandaises qui avaient marché sur la capitale... « *avait toutes les filles qu'il voulait ; il avait son propre jet, et l'argent coulait à flot. Il avait tous les pouvoirs et faisait en sorte que tout le monde le sache* »³⁷. Un front anti-rwandais ne tarda pas à se constituer pour lutter contre les excès des « envahisseurs ». Le PALU d'Antoine Gizenga et l'UDPS étaient de la partie. Étienne Tshisekedi y alla de son franc-parler : « *Notre frère est prisonnier des envahisseurs ; que ceux-ci nous disent combien avait coûté cette opération de chasser Mobutu, pour que nous leur remboursions et qu'ils nous laissent tranquilles. Avec notre frère (Laurent-Désiré Kabila), tôt ou tard, on finira par s'entendre !* ». Cela lui coûta l'exil dans son village pour faire l'agriculture.

Ce qu'on ignorait, c'est que la morosité des « parrains » se transformait en nervosité. Le Rwanda et l'Ouganda estimaient foncièrement insuffisantes, les dividendes de leur engagement. Kabila avait-il trop tardé à aiguiller ces « mercenaires » sur un autre terrain de chasse pour aller « libérer » le Congo, le Gabon ou le Cameroun ? Toujours est-il qu'il échappa à deux tentatives d'attentat. Aussitôt, il prit la grave décision d'agir vite et fort. Le 26 juillet 1998, il mit fin à la présence des contingents militaires au sein de l'armée nationale, créant une situation d'affrontement direct. La riposte ne se fit pas attendre. Elle intervint, les 2 et 3 août, à Kinshasa, Kisangani, Bukavu et Goma où s'organisa la fameuse opération aéroportée pour prendre à revers Kinshasa, à partir de la base de Kitona.

Le 12 août, fut créé à Goma le *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* (RCD) qui se présenta comme un mouvement politico-militaire, ayant l'ambition de chasser le « nouveau dictateur », Laurent-Désiré Kabila. Puisque la stratégie de conquête directe du Congo avait échoué, le Rwanda se résolut à changer de stratégie par une sorte de révision de ses ambitions. On en revint au projet d'arrimage de la bande de l'Est. Histoire de réaliser la matérialisation d'une zone tampon et d'y asseoir une mainmise voulue comme définitive. Le projet allait se décliner dans la fabrication des rebellions successives. La première étape fut la création, dès le mois d'août 1998, du RCD, une couverture politique indispensable pour dissimuler la mainmise militaire. Le « Bizimungu » congolais était tout trouvé : il s'agissait d'Ernest Wamba-dia-Wamba, un originaire du Kongo central, de l'extrême-ouest du pays³⁸. La couverture « nationaliste » de l'opération était acquise.

Le Rwanda, comme on l'a déjà dit, installa son quartier général à Goma, ville promise dans ses prévisions à un grand avenir comme plaque tournante

37 J. REVER, *op. cit.*, p. 81.

38 WAMBA-dia-WAMBA s'est expliqué sur son « rejet » du régime de Laurent-Désiré Kabila, Voir : « Mobutisme après Mobutu : réflexion sur la situation actuelle de la République démocratique du Congo », *Politique Africaine*, n°72, décembre 1998, pp. 145-158.

du programme de réaménagement de l'espace des Grands Lacs. Elle avait été préférée à Bukavu, capitale historique du grand Kivu. Non seulement, Goma disposait d'un important aéroport international, héritage des années Mobutu, incomparablement plus intéressant que Kavumu de Bukavu, mais elle s'offrait aussi comme une sorte d'excroissance de la préfecture et de la ville de Gisenyi, de loin plus dynamique que Cyangugu, de surcroît reliée à Kigali par une autoroute. Goma s'offrait aussi comme la porte d'entrée aux riches territoires de Rutshuru et de Masisi qui, depuis le temps de la MIB, avaient changé de « propriétaires » pour devenir le pays par excellence des *allochtones*³⁹.

L'Ouganda, pour ne pas trop se laisser devancer par « l'élève » devenu plus performant, parraina, le mois suivant, la création d'une autre rébellion, le « *Mouvement de Libération du Congo* » (MLC) de Jean-Pierre Bemba. Quant à sa zone tampon, il la situa plus au nord dans le Haut-Uélé et l'Ituri, à la frontière avec le territoire ougandais. En octobre 1999, les Ougandais déclarèrent cet espace, province autonome de *Kibali-Ituri*. Ils disposaient d'un alibi similaire à celui des Rwandais. La zone constituait, en effet, le point de jonction d'un enchevêtrement de conflits d'essence locale et régionale. En plus des tensions permanentes entre pasteurs hema et agriculteurs lendu, s'étaient ajoutées des rebellions soudanaises et ougandaises. En effet, alors que Kampala appuyait la rébellion soudanaise de la « *Sudan People's Liberation Army* » (SPLA), Khartoum soutenait les rebellions ougandaises installées dans l'Ituri : la « *Lord Resistance Army* » (LRA) et la « *National Army for Liberation* » (NALU)⁴⁰. L'Ouganda s'estimait en devoir d'occuper cette région avec laquelle il entretenait des relations de proximité par des liens ethniques transfrontaliers. Comme le grand Kivu, cette région était également attrayante par ses ressources du sol et du sous-sol ; de plus, le lac Albert, en plus de ses apports halieutiques, ouvrait des perspectives dans la mise en valeur de la manne pétrolière qu'elle dissimulait et qui s'étendait aussi dans la vallée de la rivière Semliki.

Face à cette veillée d'armes, Laurent-Désiré Kabila ne resta pas les bras croisés. Il fit appel à de nouveaux parrains régionaux : le Tchad mais surtout l'Angola et le Zimbabwe. Une fois de plus, la guerre était inévitable. Elle en vint à être nourrie par plusieurs autres conflits, interétatique (les anciens parrains contre les nouveaux) et intercommunautaire (entre factions locales), en plus d'être intercongolais (les FAC contre les rebellions).

À cause de l'obsession sécuritaire du parrain rwandais, son idéologie militariste et sa volonté d'instrumentaliser ses partenaires congolais, le RCD, en trois ans, changea trois fois de leaders, tous puisés en dehors des

39 Sur cette longue histoire des « Rwandais au Congo », consulter la synthèse qui en est faite par Aloys TEGERA BUSEYI, *les Banyarwanda du Nord-Kivu (RDC) : histoire d'un groupe transfrontalier au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2021.

40 N. KIBEL'BEL OKA, *Balkanisation de la RDC ? Mythes et réalités*, Bruxelles, éditions Scribe, 2020, pp. 47-63.

ressortissants du Kivu (Wamba dia Wamba, Dr. Emile Ilunga, Adolphe Onusumba), tout en étant rongé à l'interne par le virus de scissiparité : il y eut au total six RCD (le RCD/Goma, le RCD/Kisangani, le RCD/ML, le RCD/National, et le RCD/Authentique). En même temps, les milices *mayi-mayi*, qui avaient surgi vers les années 93-94, se mirent à combattre indifféremment le RCD mais aussi les *Interhamwe* et autres milices hutu : ALIR (Armée de Libération du Rwanda) et FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda).

Au milieu de cette guerre plurielle, Rwandais et Ougandais ne perdirent pas de vue leurs objectifs initiaux : l'accaparement des terres et des richesses. Ces objectifs furent accentués par l'assignation qui leur fut faite de servir de points de relais, indispensables à l'écoulement des produits des pillages. En 2002, quand le rapport du Groupe d'experts des Nations-Unies dressera la liste des 85 sociétés ayant spolié le pays, en transgressant des règles internationales, il s'avérera que la majorité de celles-ci étaient européennes et nord-américaines⁴¹.

Les compétitions commerciales entre alliés finirent par attiser le conflit latent, longtemps comprimé, entre Ougandais et Rwandais. Le terrain d'affrontement fut la ville de Kisangani, chef-lieu d'une région économiquement stratégique par son potentiel en diamants et en forêts exploitables. En juin 2000, les deux armées croisèrent le fer pendant six jours : 1200 civils perdirent la vie et des milliers d'autres furent blessés. Cette guerre entre alliés vint confirmer le fait que l'AFDL n'avait été, selon le mot de Laurent-Désiré Kabila, qu'un « *conglomérat d'aventuriers et d'opportunistes* ».

Mais comment s'en sortir ? *L'accord de Cessez-le-feu de Lusaka*, signé le 10 juillet 1999, avait ouvert une voie de sortie, malgré son imperfection d'avoir aligné sur un pied d'égalité, le gouvernement central et les deux rébellions. Cette dynamique allait aboutir au Dialogue intercongolais, après de multiples péripéties et une multiplicité de rencontres notamment à Gaborone (août 2001), Addis-Abeba (octobre 2001), Abuja (décembre 2001), Bruxelles (janvier 2002) avec l'accord de Joseph Kabila qui avait remplacé Laurent-Désiré Kabila assassiné le 16 janvier 2001. Le *dialogue intercongolais*, ouvert à Sun-City le 25 février 2002, finit par aboutir d'abord à un accord partiel, le 19 avril 2002, entre le MLC et le gouvernement, avant son élargissement au RCD et son adoption par les autres acteurs politiques, le 17 décembre 2002 à Pretoria⁴².

41 Rien que le Canada, en principe peu enclin à des activités maffieuses, aligne à lui seul 5 entreprises : *First Quantum Minerals, Tenke Mining, International Panama Resources, Harambee Mining et Melkior Resources*.

42 I. NDAYWEL È NZIEM, *Nouvelle histoire du Congo : des origines à la République démocratique*, Bruxelles-Kinshasa, Le Cri-Buku, 2012, pp. 622-635.

Jusqu'au bout, le Rwanda empêcha le train du dialogue d'atteindre la gare. Fidèle à sa tactique du « *Fight and talk* » (se battre et dialoguer), il avait envahi, par l'intermédiaire du RCD/Goma, la localité de Moliro, le 14 mars 2002, pour tenter de subordonner les accords de Sun-City au rapport des forces sur terrain. Le Conseil de sécurité alla jusqu'à voter une résolution exigeant le retrait immédiat des troupes RCD/APR. De même, puisque l'accord global et inclusif eut entre autres pour objectif « la formation d'une armée nationale, restructurée et intégrée », en plus de la réconciliation nationale, l'organisation des élections et la mise en place d'un nouvel ordre politique, le Représentant du RCD exigea et obtint la Vice-Présidence chargée de la Politique, Défense et Sécurité. Son titulaire ne fut plus Adolphe Onusumba mais Azarias Ruberwa qui prit sa relève, le 16 juin 2003, puisque sa mission de servir de paravent avait pris fin.

La stratégie de guerre ayant échoué, le Rwanda allait lui substituer une autre, celle d'occupation militaire intensive. La première étape fut la multiplication des actes de sabotage du bénéfice de l'accord global et inclusif. La seconde fut le recyclage du RCD sous des nouvelles appellations. Le sabotage de la mise en œuvre de l'Accord résultait d'abord des faiblesses de ce dernier qui semblait avoir accordé une prime à ceux qui avaient opté pour la guerre. Du coup, il avait légitimé implicitement ce mode d'accès au pouvoir. L'évêque d'Uvira, Mgr Sébastien Muyengo, le qualifia de « péché originel » et de « cause-mère » des violences et guerres » subséquentes. Désormais, il fallait se créer une milice pour être admis à la table de négociation, pour le partage du pouvoir⁴³.

C'est ce tunnel qui fut emprunté, d'autant plus qu'il passait pour être familier. Il fallait donc préparer une « *troisième guerre du Kivu* ». En octobre 2004, Monsieur Mahmoud Kassem, qui présidait le Groupe des Experts des Nations unies sur l'exploration illégale des ressources naturelles en RDC, alerta le Secrétaire général que bon nombre de personnes au sommet du pouvoir à Kinshasa et acteurs majeurs de la transition, s'activaient à saboter la transition politique et le bénéfice de l'Accord global et inclusif au profit de leurs intérêts propres ou de leurs réseaux. Un ancien membre du FPR qui a vu Nkunda à Kigali à l'été 2003 indique que des membres de haut rang de l'Armée et du gouvernement rwandais lui avaient recommandé de ne pas accepter les postes de commandement régionaux qui lui seraient offerts par l'accord de paix. Il en était de même du Colonel Ruohimbere⁴⁴. Laurent Nkunda (« congolisation » du nom originel *Nkundatware*) constituait un pion important dans le dispositif du sabotage programmé. Ayant rejoint le FPR en 1993, une année avant la prise du pouvoir à Kigali, il avait été formé au renseignement militaire et affecté au Nord-Kivu comme

43 S.-J. MUYENGO MULOMBE, *Au pays des Crimes et des Martyrs : Mgr. Chr. Munzihirwa, 25 ans après : un sacrifice pour rien ?*, Cose d'Africa Editioni, 2022, pp. 23-25

44 J., K. STERNS, « Laurent Nkunda and the National Congress for the Defense of People (CNDP) », *Annuaire de l'Afrique des Grands Lacs*, 2007-2008, p. 246

commandant de région. Il avait perpétré le massacre de près de 160 civils à Kisangani en mai 2002. Quant à Ruohimbere, il commandait les troupes qui avaient exécuté 50 officiers de l'AFDL à l'aéroport de Kavumu au début de la rébellion de l'AFDL.

Pour contrer l'effort de création d'une armée républicaine, comme exigé par l'accord, Nkunda et deux autres commandants tutsi, les colonels Éric Ruohimbere et Elie Gishondo, refusèrent de rejoindre Kinshasa, invoquant des problèmes sécuritaires et de mauvais arrangements dans l'accord qui n'avantageaient pas le RCD. Ils furent rejoints, plus tard, par Bosco Ntaganda recherché par la CPI pour crime de guerre et crime contre l'humanité en Ituri. Le choix de ces acteurs-clés n'étaient pas le fait du hasard ; ils étaient des ceux qui, par leurs antécédents, avaient tout à craindre de trop s'approcher de la capitale.

Les hostilités démarrèrent dans la ville de Bukavu au début de l'année 2004. Kinshasa y avait nommé le général Prosper Nabyolwa, un vétéran de l'armée de Mobutu, comme commandant de la 10^e Région militaire. Contrôlant la situation, il découvrit plusieurs caches d'armes auprès des anciens officiers du RCD. Le principal coupable, le Major Kasongo, fut envoyé à Kinshasa. En riposte, le Vice-Président Azarias Ruberwa menaça de quitter le gouvernement de transition avec son mouvement si cet officier n'était pas immédiatement relâché. Le 24 février, le colonel Mutebusi, l'adjoint de Nyabolwa, attaqua la résidence de son chef hiérarchique, visiblement pour l'assassiner. Mais celui-ci prit la fuite. Le lendemain, la ville était remplie de soldats rwandais exigeant le retour à Bukavu du Major Kasongo. Le pouvoir de Kinshasa céda à ce chantage mais suspendit Mutebusi de ses fonctions et le convoqua à Kinshasa. Il ne s'exécuta pas. Deux mois plus tard, le 26 mai, Mutebusi et sa troupe attaquèrent la ville de Bukavu. Le 28 mai, Laurent Nkunda, qui était à Minova dans le nord-Kivu, vint à son secours. Le 2 juin, Bukavu fut prise en tenaille par les deux colonnes, celle de Nkunda provenant du nord, et celle de Mutebusi, revenant de l'Est d'où elle avait été refoulée. C'est uniquement à la suite des pressions internationales et de la société civile de Kinshasa, que Nkunda et Mutebusi quittèrent la ville de Bukavu. Mais, la région ne fut pas pour autant épargnée.

Après le pillage de la ville de Bukavu, les assaillants se lancèrent dans une offensive dans la localité de *Kanyamayonga*, en décembre de la même année, faisant plusieurs morts ; auparavant, le 13 août, plusieurs Rwandophones furent massacrés, le 13 août à *Gatumba*, un camp situé au Burundi, à la frontière avec la RD Congo. Le vice-Président Ruberwa annonça le 23 août qu'il quittait ses fonctions du gouvernement où il était pourtant responsable de la défense et de la sécurité ; il demanda à tous les membres de son parti de regagner Goma « pour faire le deuil », mais ceux-ci résistèrent et Ruberwa finit par changer d'avis. Le Congo venait d'échapper à une nouvelle tentative d'appropriation de son territoire par le Rwanda.

Le Kivu dans la sphère d'influence rwandaise : une décennie de lutte militaro-diplomatique

La « *guerre de Bukavu* » fut donc le premier scénario de tentative d'intégration du Kivu dans la sphère d'influence du Rwanda. La création du CNDP et du M23 allaient constituer des scénarios subséquents de cette nouvelle conquête ayant pour objectif d'introduire le Kivu dans le giron du Rwanda, par la stratégie combinée de guerre/négociation, à laquelle se trouvait toujours inclus un troisième élément : l'exploitation des ressources naturelles.

Déjà la « *guerre de Bukavu* » s'était déroulée sur fond de négociations accumulant un impressionnant bilan de bonnes intentions. Dans la perspective de la *Conférence internationale pour la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs*, convoquée le 2 février 2000 par la Résolution 1291 des Nations-Unies, se tint un premier Sommet des pays concernés, en 2004, à Dar-es-Salaam. Il fixa les objectifs de la future conférence : une paix durable, la stabilité politique et sociale, la promotion de la coopération et le partage du bénéfice de la croissance. La Déclaration de Dar-es-Salaam fut complétée, en décembre 2006 à Nairobi, par un autre dispositif élargissant l'horizon de la construction de la paix ; il s'agit du *Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs* comprenant entre autres un Protocole de non-agression et de défense mutuelle dans la région des Grands Lacs et un Protocole sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Pourtant, au même moment, les assaillants de Bukavu provenant du Nord-Kivu, s'étaient déterminés à quitter leur mouvance informelle. Deux structures politico-militaires, le *Comité militaire pour la défense du peuple* (CMD) et la *Synergie Nationale pour la Paix et la Concorde* (SNPC) avaient créé, le 25 août 2005, un organe commun dénommé le *Congrès national pour la défense du peuple* (CNDP) dont le siège se trouvait à Bwiza (collectivité de Bwito dans le territoire de Rutshuru). Son statut, adopté officiellement le 25 juillet 2006, précisait en son article 9 qu'il « *préconise une lutte politico-militaire* » pour atteindre ses objectifs⁴⁵. Ce mouvement parvint à chasser l'État congolais et son armée de Masisi et Rutshuru ; il réalisa une autre offensive contre la localité de Sake, aux portes de la ville de Goma ; un autre de ses bataillons ouvrit une voie d'accès vers le Rwanda via Runyoni et tenta d'assiéger Bunagana. On sait que Goma fut sauvée de justesse grâce à l'intervention musclée des troupes des Nations-Unies.

Mais Kinshasa prit à son tour de l'initiative. Un ultimatum fut donné à Nkunda en octobre 2006 pour qu'il se rende. À la suite de son refus, les hostilités s'engagèrent à nouveau. Elles furent, au départ, à la faveur de

⁴⁵ S.A. SCOTT, *Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu au cœur de la guerre congolaise*, Paris, Karthala, 2008, pp. 170, 315-332.

la 82^e Brigade des FARDC, en novembre 2007. Mais, l'intervention d'un contingent des troupes d'élite de l'armée rwandaise inversa le rapport des forces, le 10 décembre 2007. Les FARDC connurent à Mushaki des pertes énormes en hommes et en matériel. C'est dans ce climat d'affrontement que s'ouvrirent les travaux de la *Conférence sur la paix, la sécurité et le développement dans les provinces du nord et du sud-Kivu* (dite la Conférence de Goma). Ils eurent lieu du 6 au 23 janvier 2008 et regroupèrent 1500 personnes. Au cours des travaux, le CNDP exigea des négociations exclusives, refusant de s'adjoindre aux autres groupes armés. D'après les responsables de ce mouvement, les forces gouvernementales, les FARDC, et les autres groupes armés constituaient un ensemble ; c'étaient des « Bantous » opposés aux Tutsi « nilotiques », comme ils se définissaient. De plus, ils se mirent à réclamer une amnistie totale qui ne tienne plus compte des crimes du passé et s'opposèrent catégoriquement à l'affectation de leurs effectifs dans d'autres provinces que le Kivu. Malgré tout, la Conférence accoucha d'un *Programme national de sécurisation, pacification, sensibilisation et reconstruction* des provinces du Nord et du Sud-Kivu, dénommé *programme Amani*. Six mois après, les équipes du CNDP décidèrent, le 28 août 2008, de désavouer le programme pour renouer avec les hostilités, sans doute pour préparer ce qui se donnera, plus tard, pour la guerre du M23.

Entre-temps, au milieu de ces affrontements, les USA avaient proposé à Joseph Kabila de sortir de la logique de la confrontation pour celle de la collaboration. En somme, il fallait capituler ! C'est le Représentant de l'Union Européenne dans la Région des Grands Lacs qui trouva la formule juste : « *Kabila n'a pas encore compris que dans la région des grands lacs sa force sera de rester faible !* »⁴⁶. Sur injonctions américaines, il y eut un ballet ininterrompu de rencontres bilatérales avec en ligne de mire une opération militaire conjointe rwando-congolaise contre les FDLR, qui aboutit à un accord secret entre Kagame et Kabila. On en vit seulement les effets : le 5 décembre 2008, les ministres des Affaires étrangères annoncèrent à Goma que les forces armées des deux pays allaient lancer, le 20 janvier 2009, une opération conjointe dénommée *Umoja wetu* (notre unité), suivie de deux autres : *Kimia II* et *Amani leo*.

C'est ce jour-là également que s'ouvrirent les négociations entre la RD Congo et le CNDP qui allaient aboutir aux accords du 23 mars 2009. Peu avant, l'ancien président nigérian, Olusegun Obasanjo, Envoyé Spécial des Nations-Unies pour la région des Grands Lacs, avait rendu plusieurs visites à Laurent Nkunda qui, s'octroyant la posture de Chef d'État, n'avait cessé d'allonger la liste de ses revendications jusqu'à réclamer le changement de Chef d'État à la tête du pays. Nkunda fut remplacé par son Chef d'État-Major militaire, Bosco Ntaganda, à la tête du CNDP.

46 R. MINANI BUHUZO, *op. cit.*, p. 226.

Ainsi donc, par cet accord secret, la RD Congo avait subi une triple humiliation : celle d'être contrainte à des négociations directes avec le CNDP, celle d'accepter le retour des troupes de l'armée rwandaise sur le territoire national, et celle de ne même pas obtenir l'extradition de Laurent Nkunda qui lui avait été promise. L'essentiel est que le 16 janvier 2009, le CNDP déclara « la fin des hostilités » et le caractère irréversible de sa décision de mettre fin à son existence comme mouvement politico-militaire et de poursuivre son combat par des voies strictement politiques dans le respect des institutions et des lois de la République. Une manière d'endormir, une fois de plus, le gouvernement congolais et, surtout, la communauté internationale.

Le CNDP réapparut en novembre 2012, sous la nouvelle appellation de *Mouvement du 23 mars* (M23). Contrairement à l'allégation des assaillants, l'accord du 23 mars était en application depuis un peu plus de trois ans et Kinshasa avait fait des efforts considérables pour sa mise en œuvre tant sur le plan sécuritaire que politique. Tels furent les termes de l'évaluation du facilitateur de la CIRGL lors de la réunion convoquée à cet effet à Kampala, le 16 novembre 2013.

Pour une fois, il apparut clairement que l'objectif poursuivi était ailleurs, surtout que lors de l'évaluation, le M23 présenta une liste additionnelle des revendications. Les préparatifs conduisant à ce nouveau soulèvement avaient été plus soignés, jusqu'à mettre en place des complicités internes. En effet, la veille de cette rébellion, les anciens éléments du CNDP intégrés dans les FARDC avaient le contrôle de toute la chaîne de commandement, de l'Ituri au nord-Katanga, ainsi que celui des animateurs politiques des quatre provinces frontalières. Sur le plan social, les médias du Rwanda n'avaient cessé de revendiquer le droit à l'autodétermination des populations du Kivu, dont les chefs traditionnels avaient été approchés. Il leur était vanté le mérite de l'autonomie locale, le bénéfice du parrainage du Rwanda pour leur développement et l'inutilité de l'arrimage sur le lointain Kinshasa, si peu sensible à leur situation spécifique.

À cause de la mobilisation généralisée des forces vives locales, cette rébellion, combattue par les groupes armés locaux, a fini par être dénoncée par les Nations-Unies. C'est dans une capitale européenne que fut sifflée la fin de la recreation de cette aventure militaire. En réalité, la rébellion avait choisi d'organiser ses opérations militaires, en profitant de la confusion politique de la période électorale de 2012-2013. Le même exploit allait être réédité en 2023, au moment où l'effervescence électorale, avec son cortège de contradictions internes, allait offrir une nouvelle opportunité pour une avancée dans la mise en œuvre de l'agenda de l'autonomisation des territoires de l'Est.

Du M23 au M23 : le piège de la Communauté des pays d'Afrique orientale (EAC)

Sous le même double prétexte de non-respect des accords et de l'incapacité de Kinshasa à s'attaquer aux « racines historiques » de la crise, selon le mot de Kagame, le M23 reprit du service, le 13 juin 2022, en s'emparant de la ville de Bunagana, s'efforçant ainsi d'assurer son rayonnement militaire et politique sur le triangle des territoires de Nyiragongo et Rutshuru, si riches en minerais stratégiques (coltan, cobalt, lithium, pyrochlore) dont l'étendue est six fois plus grande que celle occupée en mars 2010. Il s'agissait bien d'une véritable guerre d'agression. Même la Représentante Spéciale du Secrétaire Général de l'ONU en RD Congo, Madame Bintou Keita, attesta que ce mouvement se comportait davantage comme une armée conventionnelle que comme un groupe armé. Et, le Secrétaire Général lui-même d'ajouter : « *L'Organisation n'a pas les moyens de s'opposer à une telle force !* » Le mobile de cette agression se situait curieusement dans la continuité des retombées de *la guerre des six jours* qui avait opposé à Kisangani les Rwandais et les Ougandais, sur le partage des produits de pillage des richesses du Congo⁴⁷. Une fois de plus, la RD Congo en payait le prix.

Pour y voir plus clair, il faut se rappeler que Félix-Antoine Tshisekedi, dès son avènement en 2019, avait joué la carte de l'apaisement, en réactivant le principe de bonnes relations avec les pays voisins, notamment avec le Rwanda et l'Ouganda. Il ne pouvait en être autrement pour ce nouveau régime qui avait succédé à celui de Kabila dans des conditions confuses, sous le parrainage d'un grand poids de *l'East African Community* (EAC), le Kenya de Uhuru Kenyatta, dont les entreprises devinrent bénéficiaires des facilités commerciales au Congo. Ainsi, *Equity Bank* kenyanne racheta la Banque Commerciale du Congo (BCDC), la plus vieille banque congolaise créée au XIX^e siècle, au temps de l'État Indépendant du Congo.

Avec l'Ouganda et le Rwanda, les relations furent particulièrement chaleureuses. Les signaux furent perceptibles dès le départ. Le premier bénéficia de la mansuétude congolaise auprès de la CPI dans le dossier du dédommagement des dégâts causés pendant la guerre de l'AFDL ; le second vit son Président, Paul Kagame, figurer parmi les invités officiels aux funérailles du patriarche Étienne Tshisekedi, en juin 2019, en même temps qu'il lui fut accordé discrètement de déployer ses troupes au Congo dans la traque des FDLR. Des pourparlers discrets furent engagés par les dirigeants du M23 et la reprise des vols de *Rwandair*, la compagnie aérienne du Rwanda, sur Kinshasa fut décrétée. Plusieurs accords économiques furent signés avec ces deux pays : avec le Rwanda sur l'énergie et, avec l'Ouganda, sur la construction des infrastructures.

⁴⁷ Un long métrage, sorti en 2021, met en image les drames créés par cet épisode et qui se prolongent aujourd'hui : *En route pour le milliard* de Dieudonné HAMADI (Néon rouge Production).

Mais le Rwanda et l'Ouganda entrèrent de nouveau en conflit. La pomme de discorde fut, entre autres, une fois de plus, le partage non équitable des ressources d'origine congolaise. Comme la première fois, la victime allait être le Congo, comme pour démontrer que ces deux pays avaient intérêt à maintenir l'instabilité au Congo pour leur propre bénéfice. En octobre 2022, l'armée ougandaise et les FARDC avaient lancé des opérations militaires conjointes contre les ADF basés dans l'extrême nord de la province du nord-Kivu. Kagame prétendit qu'il n'avait été ni consulté, ni informé, comme si cela relevait de son autorité. La présence autorisée des troupes ougandaises dans cet espace où celles du Rwanda avaient été exclues passait pour une injustice et un possible casus belli.

À cela s'ajouta un autre fait. Le projet ougandais de construction de plusieurs routes allant vers le Sud, le long de sa frontière avec la RD Congo jusqu'à Bunagana, fut considéré par le Rwanda comme un élément d'empiètement grave sur la portion du territoire congolais qu'il considère comme faisant partie de sa zone d'influence. En janvier 2023, le long de ce tronçon, les armées ougandaises et rwandaises avaient failli s'affronter. Un autre fait qui avait mécontenté le Rwanda fut naturellement l'admission de la RD Congo dans l'*East African Community* (EAC) en mars 2023. Cette situation faisait perdre au pays de Kagame une part importante de taxes que lui payait la RD Congo pour l'accès aux ports de l'océan Indien, via le territoire rwandais.

Les *Forces de Défense Rwandaise* (RDF), au lieu de s'attaquer à l'Ouganda, prirent le parti de contrôler par la force la zone congolaise que le Rwanda considérait comme d'importance stratégique pour sa survie. Dès juin 2023, un Rapport d'Experts des Nations-Unies confirmait, dans une note confidentielle, le soutien de l'armée rwandaise au M23. Des équipements militaires de haute technologie étaient utilisés dans cette agression. Dès l'occupation de la zone, le M23 s'employa à imposer des taxes, à établir de nouvelles administrations et des services de sécurité parallèles, sans doute pour compenser les pertes subies.

Une fois de plus, l'Ouganda choisit de mettre une sourdine à ses alliances opportunistes avec la RD Congo pour affirmer et consolider ses liens existentiellement plus importants avec le Rwanda. Dans cette nouvelle conjoncture, les USA, l'UE, la Belgique, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne se contentèrent d'exiger que « le Rwanda mette fin à son soutien au M23 ! ». Simple exercice de bonne rhétorique, non suivi de mesures concrètes de coercition, alors que les bénéfices des accords généreux continuaient à avantager le Rwanda sur le plan militaire et économique. Le recours à la Force militaire de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EACRF), opérationnelle à partir de juin 2022 avec des contingents burundais, kenyan, ougandais et sud-soudanais, avait pour objectif de contenir le M23 et si, nécessaire, de le combattre militairement. Cette

mesure fut condamnée, dès le départ, à la léthargie. Ne pouvant mener la guerre contre les troupes d'un État membre, le Rwanda, la Force de l'EAC ne pouvait s'inscrire au mieux, dans cet imbroglio politico-militaire, que comme une nouvelle armée d'interposition, en plus de la MONUSCO. De plus, rien ne pouvait confirmer sa loyauté, dans le choix entre le Rwanda, l'allié de toujours et la RD Congo, l'allié de circonstance. On comprend que l'opération ait été suspectée par la population comme ayant d'autres agendas. Car, même dans les quelques espaces où le M23 s'était retiré au profit des EACRF, la RD Congo ne recouvrait pas sa souveraineté, comme pour accorder à tous les alliés un laps de temps indispensable pour apaiser leurs appétits économiques.

Ne demeurerait ouverte que la voie diplomatique. Tout était parti de l'initiative du Kenya de Uhuru Kenyatta, au premier trimestre de 2022, d'aider la RD Congo à mettre un terme à l'existence de la multitude de groupes armés qui pullulaient sur son territoire, comme si ces activités de violence trouvaient sa source exclusivement dans des conflits internes. Dès les premières séances, le M23 refusa, comme à la Conférence de Goma, d'être traité comme un banal groupe armé et exigea une négociation à part. Cette exigence conduisit à son exclusion du processus, au motif d'être un « mouvement terroriste ». Le prétexte pour la guerre était ainsi trouvé. Cette situation suscita l'implication de la CIRGL. Son président, l'angolais João Lourenço, fut à la base du *Processus de Luanda*, à la suite du Sommet tripartite qu'il convoqua en juillet 2022. Les trois présidents, Tshisekedi, Kagame et Lourenço lui-même, signèrent une feuille de route dont les grands principes furent : le rétablissement du climat de confiance, la cessation immédiate des hostilités, la création d'un mécanisme de vérification du respect de la feuille de route piloté par un général angolais, le repli du M23 sur ses positions antérieures. Mais une question demeure : la région peut-elle s'engager à contraindre par la force le Rwanda de Kagame à respecter l'intégrité du Congo ? La sous-traitance, dans le domaine sécuritaire d'une aussi haute portée, semble impossible à réaliser. Surtout que le Rwanda, malgré les dénonciations nombreuses et diversifiées de son président, un dictateur sanguinaire à en croire Charles Onana et Michela Wrong⁴⁸, demeure, le protégé des puissances occidentales en tant qu'intermédiaire efficace dans le pillage des ressources du Congo. Déjà *l'ère du cobalt* brille d'un grand éclat à l'horizon, après *celle du coltan*. La guerre plurielle semble avoir encore de beaux jours devant elle.

48 Cf. *L'Empire du silence* de Thierry Michel (La Passerelle, 2021), C. ONANA, *op. cit.*, 2023 ; M. WRONG, *op. cit.*, 2023.

Pour conclure

De cette longue histoire douloureuse, dont le point d'aboutissement est loin de pointer à l'horizon, on retiendra qu'elle est riche d'enseignements sur le plan mondial et africain, au moins sur trois points essentiels.

Premièrement, la gouvernance du monde qui s'est instaurée depuis la chute du mur de Berlin en 1989 n'a rien amélioré. Elle a même accéléré la marche vers le bas, à cause des prétentions hégémoniques des grandes puissances. Leurs conflits internes, leur boulimie économique, leurs besoins d'augmenter la production et la vente des armes en vue de la promotion de leurs industries de haute technologie sont autant d'éléments qui continuent à constituer la base du désordre mondial.

Depuis la fin du XIX^e siècle, la bataille pour le partage de l'Afrique se poursuit même à l'ère postcoloniale, provoquant son plus grand morcellement. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), lors de sa création en 1963, comptait 32 États ; l'Union Africaine, de nos jours, en compte 54. Le processus semble s'accélérer. Aux temps de la Guerre froide, le pilotage mondial avait au moins l'avantage de reposer sur une bipolarité. La crainte de « l'autre » incitait à des retenues. Pour préserver la sécurité générale et réciproque, chaque pôle s'efforçait d'éviter l'escalade des hostilités qui pouvait aboutir à une autodestruction généralisée. Les effets dangereux de la mutation sont désormais plus que visibles. En Afrique, elle est la trame principale de l'histoire du présent dans la région des Grands Lacs. Le premier scénario, c'est l'histoire de la partition du Soudan. Pour avoir une vue plus complète sur cette histoire de la déstabilisation de la région par les USA, la Grande-Bretagne et Israël, il faut s'arrêter d'abord sur le constat que l'indépendance du Soudan du Sud, intervenue le 9 juillet 2011, n'a pas été la conséquence d'une guerre interne ou d'une guerre coloniale, mais le résultat du bon vouloir des magnats du pétrole, américains et britanniques pour l'essentiel ; ils avaient décidé d'imposer leur mainmise sur les riches gisements du Sud. Par ailleurs, sur le plan géostratégique, un Soudan fort, comme trait d'union entre l'Afrique et le Moyen-Orient constituait un danger pour l'État hébreux qui craignait d'être assailli de toutes parts.

Cette conjonction d'arguments économique et géostratégique aurait incité les Puissances à confier à Museveni la charge d'assurer le pilotage de la déstabilisation de son grand voisin. Il se devait de soutenir la rébellion de la SPLA de son camarade John Garang, avec l'appui des services secrets britanniques et américains. Ce qui incita le pouvoir de Khartoum de lui rendre la pareille, par le soutien aux guérillas ougandaises, la Lord's Resistance Army et l'ADF.

Le processus de révision de la carte de l'Afrique est censé se poursuivre pour faciliter l'accès aux ressources naturelles stratégiques détectées par satellite dans la région. Paul Kagame aurait-il reçu cette mission de déstabilisation de la RD Congo ? Cette hypothèse n'est pas exclue puisqu'il y trouve son intérêt et qu'il existe une similitude de trajectoire entre lui et Museveni. Cette proximité est confirmée aussi par le parrainage de l'État hébreu. Le génocide rwandais avait été transformé en « génocide tutsi » pour faciliter le rapprochement avec l'holocauste juive. On fit l'effort de fermer les yeux sur les grandes différences entre les deux situations, pourtant très visibles. L'extermination des Juifs n'avait pas conduit à la victoire de ces derniers sur les nazis, ni à leur prise de pouvoir en Allemagne, encore moins à l'opportunité de se venger sur leurs anciens bourreaux. De même, les Israéliens auraient pu se demander pourquoi les réfugiés tutsis, bénéficiant de l'hospitalité ougandaise, avaient été contraints à regagner le Rwanda, alors qu'ils étaient si bien en Ouganda. La décision de Museveni de se débarrasser des alliés rwandais devenus encombrants passait pour « acceptable » ; mais celle, similaire, de Laurent-Désiré Kabila de les renvoyer de l'armée du Congo fut jugée « inacceptable ». Elle suscita une expédition punitive : une opération aéroportée avec le soutien des USA. Quelle audace, pour Laurent-Désiré Kabila, d'avoir osé imiter Museveni ? Il fut assassiné.

Que dire du surgissement de Paul Kagame ? A la manière de *Mobutu l'homme seul* du journaliste belge Francis Monheim⁴⁹, il pourrait s'écrire, aujourd'hui, un ouvrage similaire avec pour titre *Kagame l'homme seul* ! Il ne s'agirait pas d'une méprise, ni du produit de l'imagination, encore moins d'une simple vue de l'esprit. Il y a un parallélisme évident dans les trajectoires de ces deux grands partenaires des USA, même si le second s'est avéré être un véritable champion de la violence. Pour preuve, au temps du RCD, un politicien rwandais faisait déjà cette réflexion à un groupe de Congolais. « *Pendant des années, le président de notre région était le maréchal Mobutu. Nous avons tous admis le fait dans nos pays et respectons le maréchal comme notre président à nous tous. À présent, c'est le tour du Rwanda de détenir la présidence de la région. Kagame est là pour cela. Pourquoi vous, Congolais, vous ne l'aimez pas ? Pourquoi vous le combattez ? Pendant des années, n'avions-nous pas tous respecté le maréchal ?* »

Si le rêve d'être le second Mobutu a hanté Museveni, le véritable successeur de Mobutu, tel que formaté par les Américains, semble être plutôt son « élève ». Depuis son recrutement par la CIA, sa trajectoire rappelle celle de Mobutu. Comme ce dernier, Kagame a été recruté très jeune parmi les jeunes militants rwandais de NRA et placé dans le poste

49 F. MONHEIM, *Mobutu l'homme seul*, Bruxelles, éd. Actuelles, 1962. Il en écrira un autre, plus tard, avec un autre titre également provocateur (*Mobutu, le point de départ*, Paris, Didier-Hatier, 1985).

stratégique des services de renseignements. À l'époque, Museveni misait plutôt sur Fred Rwigyema, son ancien garde du corps, qu'il promut major-général et chef de Kagame. C'est ainsi qu'il l'avait désigné pour suivre la formation dans le commandement et l'état-major supérieur aux États-Unis. Mais, finalement, c'est Kagame qui ira à sa place. Il meurt le 2 octobre 1990 dans des conditions obscures lors de l'attaque menée contre le Rwanda par le FPR depuis l'Ouganda. C'est le « Lumumba » de l'histoire rwandaise.

Au Fort Leavenworth dans le Kansas, Paul Kagame avait suivi une formation relative à la guerre révolutionnaire, avec des modules sur la guerre psychologique où s'enseignait « *comment salir l'ennemi, l'isoler politiquement en le privant de toute légitimité et en attirant à soi la sympathie de l'opinion et de la communauté internationale pour légitimer la cause que l'on défend* »⁵⁰. Autant de techniques qu'il appliquera avec succès contre Habyarimana, et plus tard, contre Mobutu et Laurent-Désiré Kabila. À la réussite du coup d'État, qui s'est accompagné du déclenchement du génocide, il place à la tête du pays, un président provisoire, Pasteur Bizimungu, qui jouera, mutatis mutandis, un rôle similaire à celui de Kasa-Vubu. Puis, il le remplace peu après et met en place un régime dictatorial. À partir de là, l'imitation de Mobutu prend le chemin des symboles dans l'invention d'une nouvelle république rwandaise. Le drapeau du Rwanda est changé (2001) ; la fête de l'indépendance, le 2 juillet, n'est pratiquement plus célébrée ; le FPR s'est métamorphosé en RDF... Sa grande réforme politico-administrative rappelle celle de Mobutu de 1966. Le nombre de provinces, douze au départ, est réduit à quatre, avec changement d'appellation (provinces du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest) auxquelles s'ajoute la ville de Kigali⁵¹.

Cette révolution terminologique à la Mobutu cache en réalité bien des choses. Elle aurait entre autres pour objectif d'effacer les traces de la période pré-génocide mais aussi celles du passé rapportées et discréditées dans les rapports des Experts des Nations-Unies.

Comme au cours des années fastes du mobutisme, Kagame bénéficie du grand soutien de la plupart des États du monde occidental. Sur cette lancée, le Rwanda de Paul Kagame passe pour un « modèle » pour nombre de pays africains, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, le Congo/Brazzaville. Sur ce sillage, certains pays francophones, comme le Gabon, le Bénin ou le Centrafrique, se bousculent au portillon du Commonwealth, comme si une telle adhésion était une garantie du progrès. Cette voie ascendante aurait-elle atteint son sommet, puisque des signaux d'une probable descente apparaissent ? La fin sera-t-elle également similaire ?

⁵⁰ C. ONANA, *op. cit.*, p. 61.

⁵¹ Les provinces ne sont plus subdivisées en Préfectures mais en Districts (*akarere*), ceux-ci en Secteurs (*imirenge*) puis en cellules (*akagari*) (cf., *Atlas des Pays du Nord-Tanganyika*, Marseille, IRD Éditions, 2015, pp. 112-113).

Elle n'est en tout cas pas pour demain tant que l'exploitation du cobalt constituera une priorité dans l'économie mondiale.

Reste à trouver une solution durable à la question basique : l'exceptionnelle concentration humaine, l'une des plus importantes au monde. Avec ses 11 millions d'habitants (censés doubler en 2034), le Rwanda a une densité de 415 ha/km², soit seize fois plus importante que celle de la RD Congo qui n'est que de 25ha/km², mais inégalement répartie (celles du Nord-Kivu et Sud-Kivu étant, respectivement, de l'ordre de 75 et 79 hab/km²)⁵². Ce casse-tête démographique avait déjà hanté naguère les pouvoirs coloniaux. « *Le Rwanda est une terre admirable mais pauvre. Le sol ravagé par l'érosion nourrit mal une population trop nombreuse et un bétail pléthorique* », notait en 1955, le ministre des colonies, Pierre Wigny. « *Favoriser le mouvement d'immigration vers le Kivu, faisait remarquer R. Spitaels, n'est pas seulement une mesure intéressée et un geste de bon administrateur, mais aussi et avant tout, un acte d'humanité et un devoir de tutelle*⁵³ ». Il ne croyait pas si bien dire puisqu'il fut le Chef de la MIB (*Mission d'Immigration des Banyarwanda*), organisme qui fut en charge, à partir de 1948, du drainage massif du trop-plein du peuplement rwandais vers le Kivu, et qui avait pris la relève du programme MOR (*Main d'œuvre Rwandaise*) chargé de procéder, à partir de 1917, date de sa création, au recrutement des travailleurs rwandais pour pourvoir l'industrie coloniale naissante en main-d'œuvre⁵⁴.

La recherche d'équilibre avait conduit cette population à s'imposer une pratique de guerre quasi permanente. Dans cette optique, n'obtenant pas les offres foncières indispensables, elle s'est mise à l'exiger par pression ou de force. Ainsi, tous les accords et contre-accords du Zaïre/Congo avec le Rwanda comportent toujours des clauses de cession foncière ou d'octroi de nationalité zaïro-congolaise pour rendre possible le déploiement d'une partie des populations rwandaises sur les espaces extra-rwandais. Même l'amitié de Mobutu avec Habyarimana impliquait un « cadeau » d'ordre foncier, la cession de 20 mille hectares offerts au frère rwandais et récupérés lors de la Conférence nationale souveraine⁵⁵. Cette politique séculaire qui avait reçu les renforts de la politique coloniale, et qui continuait son chemin de manière diffuse, le Rwanda de Kagame en a fait l'objet essentiel de sa stratégie politique, comme rançon à la mauvaise conscience mondiale sur le génocide de 1994 et, comme mode de compensation à l'appui des oligarques économiques nord-américains, européens et asiatiques, dont on connaît l'irrésistible appât du gain.

⁵² *Atlas des pays du Nord-Tanganyika*, p. 52.

⁵³ R. SPITAELS, « Transplantation de Banyarwanda dans le nord-Kivu », *Problèmes d'Afrique Centrale*, n°20, 1953, p. 1.

⁵⁴ S. MUGANGU (avec la collaboration de A. Chabwine et W. Busane), « Les politiques législatives congolaise et rwandaise relative aux réfugiés et émigrés rwandais », A. GICHAOUA, éd., *Exilés, réfugiés, déplacés en Afrique centrale et orientale*, Paris, Karthala, 2004, p. 668.

⁵⁵ N. KIBEL'BEL OKA, *op. cit.*, pp. 133-137.

Cette revendication relative à la révision de l'occupation des espaces emprunte trop souvent le langage ethniciste. L'observateur extérieur qui n'en connaît pas les limites, prend au mot ce langage et en tire des théories complexes à la consistance douteuse car fondées sur un semblant de rationalité. Pour preuve, même dans l'observation des faits, on est peu sensible aux comportements qui contredisent la perception ethniciste de cette histoire. Au beau milieu de la conquête du Rwanda par les troupes du FPR venues de l'Ouganda et celle du Zaïre par le FPR, il y a eu de nombreux scénarios d'apparence contradictoire passés sous silence : des Tutsi de la diaspora éliminant les Tutsi du cru en même temps que les Hutu ; des soldats tutsi, dégoûtés par la besogne qui leur est imposée d'éliminer des réfugiés hutu dans les forêts congolaises⁵⁶.

Quant aux Congolais, faussement accusés de haine contre les Tutsi, ils ont abrité des réfugiés tutsi pendant des décennies, au moment où ces derniers étaient traqués par les régimes successifs de Kayibanda et d'Habyarimana. C'est ce même devoir d'hospitalité que les Congolais exercent à l'égard des réfugiés hutu qui leur est reproché. Ainsi, Kagame organiserait-il une guerre aberrante au Congo pour assurer la protection des *rwandophones congolais* (tutsi), au moment où il exige l'élimination des *rwandophones rwandais* (hutu), ses propres compatriotes ?

Pourquoi, chacune des deux nations ne s'occuperait-elle pas de ses propres ressortissants ? L'aristocratie politique tutsi aurait pu se rappeler la solidité des liens qui unissaient, à la fin des années 50, leurs partis nationalistes : l'UNAR (*Union nationale rwandaise*) et le RADER (*Rassemblement démocratique rwandais*) aux nationalistes-lumumbistes congolais au point d'avoir œuvré ensemble, avec eux, pour tenter d'octroyer une base institutionnelle à cette volonté d'union politique. Écoutons ici le témoignage d'Anicet Kashamura : « *J'ai encore en face de moi les images du Congrès des Partis Unitaristes organisé à Stanleyville (Kisangani), le 29 octobre 1959 par Patrice Lumumba (...) Michel Rwagasana, Président de l'UNAR, s'adressa à Lumumba en ces termes pathétiques : 'Aidez-nous, car sans la fusion avec le Congo, le Rwanda et le Burundi sont condamnés (...) Milton Obote, futur président de l'Ouganda et future victime de Yoweri Museveni en 1989, et moi, bien sûr, avons invité Lumumba à plus de doigté (...) Il promit à la délégation des nationalistes du Rwanda de proclamer leur territoire, septième province du Congo au lendemain de l'indépendance* »⁵⁷. Même Ernesto Che Guevara atteste avoir vu les progressistes rwandais épauler leurs camarades congolais dans les maquis de Soumialot et surtout

56 Sur les Hutu sauvant des Tutsi, cf. De nombreux témoignages rapportés par P. DE DORLODOT (*Les réfugiés rwandais à Bukavu au Zaïre : de nouveaux Palestiniens?*, Paris, L'Harmattan, 1996). Sur les Tutsi tuant d'autres Tutsi et certains, révoltés d'avoir à massacrer des civils hutu, (cf. Judi REVER, *op. cit.*).

57 A. KASHAMURA CHAMBU, *Les routes de ma vie : souvenirs et réflexions 1928-2004*, Tome 1, Kinshasa, éditions du Lomami, 2021, pp. 113-114.

de Laurent-Désiré Kabila⁵⁸. Jamais une solidarité similaire ne s'est encore manifestée avec les forces hutu.

Les racines des conflits à l'Est résident aussi – on doit le reconnaître – dans la faillite de l'État congolais. Rien ne peut justifier le fait que ses frontières soient si poreuses, qu'il soit quasi impossible d'identifier ses propres citoyens et de les distinguer des ressortissants des pays voisins. Rien ne peut justifier que le Rwanda et l'Ouganda puissent bâtir leur prospérité à partir des portions des richesses congolaises, alors que le Congo lui-même, avec ses ressources incommensurables, n'arrive pas à se tirer d'affaires pour assurer le minimum vital à ses propres citoyens. La multiplication des rencontres diplomatiques, auxquelles la RD Congo est conviée, de manière saisonnière, depuis des décennies, autour des Accords et Contre-Accords politico-sécuritaires, ne seraient qu'une manière d'inscrire dans la durée la guerre de nerf à laquelle elle est soumise, pour finir par l'acculer, par lassitude, à lâcher du lest.

Mais il convient d'être attentif aux signes du temps : la nouvelle organisation du monde qui s'esquisse à l'horizon depuis l'éclatement de la guerre de l'Ukraine. Celle-ci semble donner l'occasion de conforter, sur le plan mondial, la position de l'Afrique, face à la compétition États-Unis – Chine et, face à une Europe affaiblie. Le surgissement quasi providentiel des partisans d'une position de neutralité, refusant de s'aligner sur les positions russes et euro-américaines, dans cette guerre de l'Ukraine, semble augurer de la renaissance d'un courant qui rappelle celui des « non-alignés »⁵⁹. Peut-on espérer ou rêver, dans cette nouvelle configuration, de l'apparition d'un nouveau scénario dans lequel le Rwanda et la RD Congo finiraient pas créer la surprise, par rejet du dictat étranger, en arrivant à prioriser les intérêts de la région au lieu de demeurer à la solde des multinationales asiatiques et euro-américaines ? L'intérêt véritablement solidaire des populations de la région serait alors pris en charge, loin de tout recours à la violence, à la ruse malveillante et à des tentatives vaines de falsification de l'histoire. L'Afrique, continent d'avenir, a besoin d'inventer par elle-même ses voies du futur à partir de ses propres révolutions. ■

58 I. NDAYWEL È NZIEM, « Le Congo dans l'Afrique des Grands Lacs : lecture d'une trajectoire postcoloniale à l'épreuve de multiples tragédies », in *Congo-Afrique* (octobre 2020), n°548, 2020, pp. 911-912.

59 Cf. R. POURTIER, « Ukraine-Afrique : la guerre enchevêtrée », *Hérodote*, 2023/3 (n°190-191), pp. 201-222.